

inprecor

● correspondance de presse internationale
inprecor



octobre 2024 n° 725

5,50 € / 8 CHF

Algérie : la désertion électorale

Un monde au bord de l'effondrement :

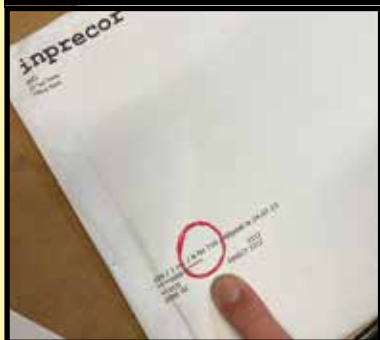
Comment sommes-nous tombés dans les griffes de l'extrême droite ?

inprecor sur le web :
<https://inprecor.fr>

Aux abonné-es !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECCI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PECCI-INPRECOR, 27 Rue Taine,
75012 Paris, France
Tél. : +33 1 49 28 54 87

E-mail : redaction@inprecor.fr
Directeur de publication, gérant :

Jan Malewski

Rédacteur en chef : Antoine Larrache

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

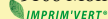
Belgique : agrément n° P928275

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies, prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

octobre 2024 n° 725

Éditorial

Joseph Daher

Après un an de génocide, lutter encore et encore 3

Algérie

Samir Larabi

Le régime n'arrive plus à masquer la désertion électorale 4

Extrême droite

Hani Adada

Un monde au bord de l'effondrement 6

Afrique

Adam Hanieh

Le blanchiment du carbone. La « nouvelle ruée vers l'Afrique » du Golfe 14

Zachary J. Patterson

Le soulèvement kényan résiste après des décennies de pillage et de pauvreté 18

Pakistan

Farooq Tariq

Il est essentiel de lutter contre l'extrême droite au Pakistan et dans la région 25

Chine

Au Loong-Yu

Le début de la fin de l'essor de la Chine ? 28

État espagnol

Manuel Garí Ramos

Une barricade face à la droitisisation politique et la démobilisation sociale 36

Vos livres et revues, votre abonnement à inprecor sur internet: la-breche.com

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (M° Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12 h à 20 h et le lundi de 14 h à 20 h

Les anciens numéros



Les réseaux sociaux



Pour que inprecor puisse continuer, Faites le connaître ! Abonnez-vous !

Abonnement

(11 numéros par an)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique 30 € (6 mois) 55 € (1 an)
- Autres destinations 39 € (6 mois) 71 € (1 an)
- Pli fermé 50 € (6 mois) 90 € (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 € (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations) 92 € (1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 €, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé aux nouveaux abonnés ; 12 €, pour 3 mois)
- Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 €)
- Abonnement supplémentaire pour la diffusion à prix réduit 40 € (1 an)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail :

● Virements bancaires à "PECCI", à adresser au Société Générale, Agence Nation Jaucourt, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30003 / 02795 / 00020066402 / 86.

IBAN : FR76 3000 3027 9500 0200 6640 286 BIC : SOGEFRPP

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECCI", à adresser à Inprecor-PECCI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France (éviter les chèques hors de France en raison des frais bancaires).

Pour continuer, inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser inprecor autour de vous !

Après un an de génocide, lutter encore et encore

« Il n'est pas invraisemblable d'estimer que jusqu'à 186 000 morts, voire plus, pourraient être imputables au conflit actuel à Gaza » (1). Ce constat ne cesse d'empirer...

Par
Joseph Daher*

La guerre génocidaire d'Israël contre les Palestiniens se poursuit. Les négociations pour un cessez-le-feu définitif n'ont pas abouti, alors que Tel Aviv ajoute continuellement de nouvelles conditions et refuse de revenir sur le maintien de ses troupes à Gaza, le long des couloirs de Netzarim, au centre, et surtout de Philadelphie, à la frontière avec l'Égypte, ainsi qu'au point de passage adjacent de Rafah. Le général Elad Goren a été nommé à la tête de l'administration civile israélienne rétablie dans la bande de Gaza. Il s'agit d'un nouveau poste au sein de l'unité de Coordination des activités gouvernementales dans les territoires (COGAT), une unité du ministère de la Défense dénoncée le 19 juillet par la Cour internationale de justice comme une continuation de l'occupation israélienne.

La Cisjordanie est le théâtre de violences et annexions de terres continues, de l'occupation israélienne. Depuis le 7 octobre, plus de 670 personnes y ont été assassinées et plus de 5 000 ont été déplacées de force. Plus de 2 000 hectares de terres ont été déclarés propriété de l'État israélien qui a accordé aux juifs israéliens le droit exclusif de les louer depuis le 7 octobre. L'objectif principal de la stratégie israélienne en Cisjordanie est son annexion en déposant les Palestiniens.

Israël a également intensifié ses attaques criminelles et destructrices contre le Liban, entraînant la mort de plusieurs centaines de civils, le déplacement forcé de plusieurs centaines de milliers et des destructions massives. Tout cela se déroule avec la collaboration criminelle des

puissances impérialistes occidentales qui fournissent un soutien militaire, économique et politique indispensable à l'État d'Israël.

Les classes dirigeantes partagent leurs expériences pour défendre leur ordre capitaliste autoritaire

Israël, en plus de rester un allié primordial de l'impérialisme occidental dirigé par les États-Unis, exporte dans le monde entier ses armes, ses systèmes d'armements de sécurité et ses technologies de pointe, utilisées contre les Palestiniens, pour aider d'autres États à réprimer leur propre population et à « militariser et sécuriser » leurs frontières contre les populations migrantes. Selon le ministère israélien de la Défense, les exportations d'armes du pays ont totalisé 13,1 milliards de dollars en 2023, un record historique, car Israël a doublé ses exportations d'armes au cours des cinq dernières années.

La guerre génocidaire contre Gaza est le reflet de la profonde crise politique mondiale. Israël est une société ouvertement raciste et répressive dans la manière dont elle traite la population palestinienne. C'est devenu un modèle que les partis d'extrême droite et de droite néolibéraux aimeraient suivre, ignorant le droit international, étant totalement libres de traiter comme ils le souhaitent les populations non blanches, que ce soit de nouveaux migrants ou de différentes minorités.

C'est pourquoi la solidarité avec la lutte palestinienne et le soutien à la campagne Boycott Désinvestissement et Sanctions ont été et sont de plus en plus criminalisés dans les États occidentaux. Il s'agit d'un

objectif plus large visant à cibler la gauche radicale et les mouvements de contestations progressistes et faire reculer les droits démocratiques, dirigé contre tous ceux qui défient le système capitaliste dominant.

Face au crime de génocide et aux menaces de guerre régionale, maintenir et approfondir les mobilisations populaires de solidarité

Le rôle de la gauche radicale est de participer à la construction et à la structuration des mouvements de solidarité avec la Palestine afin de défier nos propres classes dirigeantes en montrant leurs liens politiques, économiques et militaires avec l'État israélien.

Ces mobilisations populaires permettent également de créer les conditions d'une potentielle (re)structuration d'un pôle de gauche et progressiste au sein de nos sociétés, avec la conscience croissante qu'une victoire de la cause palestinienne serait une victoire de l'ensemble du camp des opprimés et des exploités opposés aux pulsions destructrices du capitalisme néolibéral et à la montée des mouvements fascistes, qui sont les deux projets politiques dominants menaçant les classes populaires et ouvrières.

Lutter pour la Palestine est aussi une manière de défendre les droits de tous ceux qui s'engagent dans la contestation de ce système mondial capitaliste autoritaire et inégalitaire. L'affaiblissement des classes dirigeantes occidentales et autres, c'est l'affaiblissement de l'État d'apartheid colonial et raciste d'Israël et vice versa. ■

Le 28 septembre 2024

Éditorial

* Joseph Daher militant de la IV^e Internationale. Il enseigne à l'Université de Lausanne, en Suisse, et est professeur affilié à l'Institut universitaire européen de Florence, en Italie. Il est l'auteur de nombreux rapports, articles et livres.

1) *The Lancet*, 5 juillet 2024.

En Algérie, le régime n'arrive plus à masquer la désertion électorale

Le président algérien Abdelmadjid Tebboune a été officiellement réélu le 7 septembre dernier pour un second mandat avec... 94,65 % des voix. L'autorité électorale a bien tenté de maquiller un taux de participation historiquement bas, mais la crise de légitimité du régime est patente.

Par
Samir Larabi*

Le président Abdelmadjid Tebboune avait annoncé, dans un communiqué rendu public le jeudi 21 mars 2024, la tenue d'une élection présidentielle anticipée le 7 septembre 2024. Devant la confusion liée au caractère anticipé de ce scrutin et le choix de la date, l'APS (Algérie Presse Service – l'agence de presse officielle, NDLR) avait avancé des explications liées à la « géopolitique » et à des « menaces extérieures ». Quelques jours plus tard, A. Tebboune réduisait la chose à des considérations « techniques », sans donner plus de détails ou d'explications politiques. Le choix de la date du début de la collecte des parrainages et de la campagne électorale, en pleine période des grandes chaleurs, a été considéré par plusieurs observateurs et acteurs politiques, comme une volonté délibérée de fermer le jeu politique à l'occasion de ces élections.

Après la fin de la campagne de collecte des parrainages, l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a retenu uniquement trois candidatures pour l'élection présidentielle du 7 septembre. Il s'agissait du président sortant Abdelmadjid Tebboune, de Youcef Aouchiche du FFS (Front des forces socialistes) et de Rachid Hassani du MSP (Mouvement pour la société et la paix) après que ce dernier a liquidé son mentor Abderrezak Makri. Ces trois candidatures correspondent aux

trois grandes « tendances » politiques importantes en Algérie. Le cheveu dans la soupe de la campagne de récolte de parrainages était la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune. Cette dernière a compris les raisons des blocages de ses parrainages par l'ANIE et a décidé de se retirer de la course. C'était le signe avant-coureur d'une élection pas très « catholique ».

« Cette campagne a été marquée par un cycle d'arrestations de plusieurs acteurs politiques. »

Une campagne « sans aucun enjeu » aux yeux des masses

La campagne électorale a été fade et sans aucun enjeu aux yeux des masses. Pour répondre aux aspirations de ces



Samir Larabi

* Samir Larabi est doctorant en sociologie, journaliste et ancien membre du Parti socialiste des travailleurs, suspendu par le pouvoir depuis 2022.



Abdelmadjid Tebboune avec Antony Blinken, secrétaire d'État des États-Unis (mars 2022). © U.S. Department of State from United States

dernières, on aurait eu besoin d'une vraie campagne politique contre l'autoritarisme ambiant et la crise sociale qui touche des pans importants de la société algérienne. La campagne en elle-même n'aurait pas changé fondamentalement les rapports de forces, mais elle aurait été très utile pour les luttes organisées de demain.

Lors de cette campagne, des syndicats, des associations, des organisations de masse et des imams ont affiché publiquement leur soutien au président sortant, malgré la loi interdisant ce genre de pratique. Mais l'ANIE a fermé les yeux devant ces dépassements inadmissibles. Même les deux autres candidats n'ont pas dénoncé publiquement ces dépassements lors des meetings et des passages dans les principaux médias. Cette campagne a également été marquée par un cycle d'arrestations de plusieurs acteurs politiques et de scénarios basés sur la théorie du complot. La stratégie du pouvoir politique pour faire augmenter le taux de participation en jouant sur la « peur » n'a pas atteint les objectifs escomptés. Au contraire, ils n'ont fait que renforcer le camp de l'abstention.

Un taux de participation qui ne tient pas la route

Un simple recoupement d'informations permet de se rendre compte que les taux de participation annoncés par l'ANIE le jour du scrutin ne correspondent pas à la réalité. Ils ne correspondent pas non plus si on compare les totaux avec ceux de la présidentielle du 12 décembre 2019, les résultats de l'ANIE ne résistent pas à un raisonnement scientifique de base. En effet, le 7 septembre 2024, le taux de participation à 17 heures était de 26,45 %. Le taux de participation lors des élections présidentielles de 2019 à la même heure était de 33 %. Le taux de participation de 2024 est plus faible de sept points comparativement à 2019, année caractérisée par un boycott très actif et des millions de personnes dans la rue.

Le taux de participation des élections du 7 septembre annoncé par l'ANIE à 17 heures a plus que doublé en l'espace de quatre heures, comme si nous étions



Manifestation du 26 avril 2019 à Bejaïa. © Inprecor

devant un grand sursaut populaire mobilisant plus de deux millions d'électeurs. Le jour du scrutin, le président de l'ANIE annonce ce qu'il désigne comme la « moyenne du taux de participation » estimé à 48,03 %... Un nouveau « concept », méconnu des statisticiens et des spécialistes des élections. « Probablement soucieux de masquer l'ampleur de la désaffection populaire, Mohamed Charfi, le président de l'ANIE, avait pris quelques libertés avec la transparence en annonçant une "moyenne de taux de participation" de 48,03 %, basée sur les taux de participation dans les wilayas (départements) divisés par leur nombre, 58. Le taux de participation est, en réalité, probablement inférieur à 25 % si l'on rapporte le nombre de suffrages exprimés, 5 630 196, aux 24 351 551 inscrits sur les listes (le nombre de bulletins nuls ou blancs n'ayant pas été donné) », affirme un quotidien étranger (1).

Un « cadeau empoisonné »

Le lendemain de l'annonce des résultats, les directions de campagne des trois candidats ont signé un communiqué pour dénoncer et remettre en cause les chiffres dit « provisoires » du premier responsable de l'ANIE. C'est la première fois dans l'histoire des élections présidentielles que le vainqueur remet en cause les chiffres de

sa propre victoire électorale. Mais il n'a pas déposé de recours auprès du greffe de la Cour constitutionnelle. Ce qui nous amène à conclure que nous sommes face à un « cadeau empoisonné », comme le suggère l'ex-journaliste du quotidien *El-Khabar*, Otmane Lahiani.

La lecture politique et le sens de la contestation des résultats par les trois candidats, notamment par le « candidat-gagnant », lors de ces joutes électorales, ne peuvent qu'avoir des conséquences graves sur le futur premier personnage du pays. Elles vont sûrement fragiliser sa position et accentuer son isolement politique au sein du pouvoir d'État, voire réduire sa marge de manœuvre à l'avenir. Cela indique également que le régime ou le futur président n'a pas pu renouveler sa base sociale et asseoir son hégémonie politique sur la société, d'autant plus qu'il se vante d'avoir réalisé des sauts qualitatifs dans tous les secteurs. Les chiffres annoncés par l'ANIE indiquent qu'en cinq ans de règne, Abdelmadjid Tebboune n'a augmenté son score que de 357 740 voix. Ainsi, la crise du régime politique en Algérie, qui s'est accentuée en 2019, risque de se prolonger à court et moyen terme, avec des conséquences que nous ne pouvons prévoir à l'heure actuelle. ■

Le 11 septembre 2024

1) « En Algérie, des résultats contestés et une abstention record mettent à mal la réélection d'Abdelmadjid Tebboune », Hamid Nasri, 10 septembre 2024, *Le Monde*.

Un monde au bord de l'effondrement : comment sommes-nous tombés dans les griffes de l'extrême droite ?

Le spectre de l'extrême droite s'étend au-delà de l'Europe et des Amériques, en Inde et à une longue liste de pays à travers le monde, jusqu'au petit Liban où des groupes fascistes émergent. Cet article étudie le contexte historique et économique entourant la montée mondiale de l'extrême droite. L'article ayant été publié en juillet dernier, il ne tient pas compte des événements ayant eu lieu depuis.

Par
Hani Adada*

La montée de l'extrême droite soulève une nécessaire comparaison avec la vague de fascisme et de nazisme qui a déferlé sur l'Europe et sur d'autres parties du monde au siècle dernier, poussée principalement par la faillite de régimes néolibéraux à assurer la stabilité économique et le bien-être social.

La rhétorique de l'extrême droite se focalise souvent sur l'incapacité des gouvernements à traiter les questions d'immigration, les questions de sécurité et les questions économiques ; et l'extrême droite a l'habitude de se présenter elle-même comme une alternative forte et claire qui représente « tout le peuple » alors qu'elle s'en prend délibérément aux groupes sociaux les plus vulnérables, en présentant ces dernières attaques comme la seule solution.

L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis en 2017 et celle de Jair Bolsonaro au Brésil en 2019 ont fourni un bouclier aux mouvements d'extrême droite aux Amériques et ailleurs dans le monde et une incitation à renforcer leur activité dans les pays européens où le discours du nationalisme raciste relève à nouveau la tête. Mais on ne peut réduire tous ces développements à un choc des volontés ou des idées, ou les situer dans le cadre d'un « combat entre le bien et le

mal », ni les considérer comme des phénomènes transitoires, car on ne peut pas les séparer de la structure profonde et complexe du système global capitaliste.

Extrême droite et racisme

En Europe, on constate une montée spectaculaire de partis extrémistes comme l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), le Rassemblement National (RN) en France, Fratelli d'Italia et la Ligue (Lega) en Italie, ainsi que d'autres partis et groupes de droite, particulièrement en Europe de l'Est où le Parti droit et Justice (PiS) en Pologne a inauguré la montée de la droite populiste en remportant 27 % des suffrages en 2005 et en participant à la formation d'un gouvernement de coalition.

En 2012, en Grèce, Aube dorée a réussi à rentrer au Parlement en profitant de la crise financière, avant que son accession au pouvoir ait été contrecarrée et démantelée. Ces partis ont gagné du crédit en exploitant les craintes de la population européenne vis-à-vis des flux migratoires importants auxquels le continent a été confronté ces dernières années, tout en essayant de reconfigurer les identités nationales en un nationalisme européen commun et en promouvant un nationalisme étroit au sein des pays et des sociétés de l'Union européenne.

Le spectre de l'extrême droite s'étend au-delà de l'Europe et des Amériques à des



Hani Adada

*Hani Adada est militant du Groupe communiste révolutionnaire, au Liban, membre de la IV^e Internationale. Cet article a été publié le 13 juillet 2024 sur le site libanais *Daraj Media*.

Traduit de l'anglais par François Coustal, la version anglaise de l'original en arabe ayant été revue par l'auteur.

pays tels que l'Inde où le Bharatiya Janata Party (BJP) de Narendra Modi – le plus grand parti au monde, avec 180 millions d'adhérents – se nourrit de la rhétorique nationaliste hindoue et bénéficie d'un large soutien populaire parmi ceux qui sont mécontents pour des raisons économiques et sociales.

La liste est longue à travers le monde, jusqu'au Liban où de petits groupes fascistes émergent, dans certaines zones, sous couvert de la religion, comme si on n'avait pas assez à faire avec les chefs de guerre qui tiennent le pouvoir depuis plus de trente ans et qui ont provoqué les plus grandes dévastations institutionnelles que le pays ait connues.

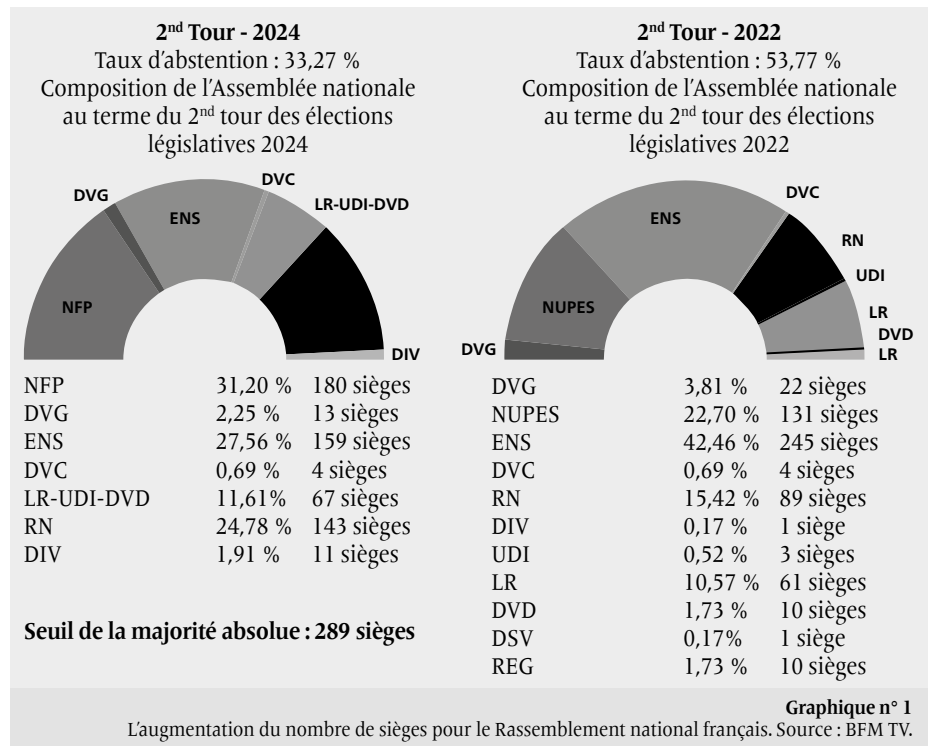
Les élections législatives françaises : signification historique et danger imminent

En dépit de la « défaite » du Rassemblement national de Jordan Bardella et Marine Le Pen lors des dernières élections législatives en France, le Nouveau Front populaire (NFP) de la gauche, dirigé par Jean-Luc Mélenchon, est arrivé en tête des résultats avec 182 sièges, alors qu'Ensemble, la coalition du Président français Emmanuel Macron, est arrivée en seconde place avec 168 sièges.

Le fait que le Rassemblement national ait remporté 143 sièges alors qu'il n'en avait remporté que 89 en 2022 – soit une augmentation de 54 sièges (voir Graphique n°1) – est une cause de préoccupation et non d'optimisme excessif. Ces résultats reflètent la popularité grandissante du Rassemblement national, qui ne ménage aucun effort pour attaquer le front de la gauche et prétendre que celle-ci a été défaite, alors que le rapport des forces au sein du Parlement montre l'existence d'un blocage politique. Personne n'a la majorité absolue de 289 sièges qui autoriserait à gouverner sans les autres forces, à mettre en œuvre son programme et à le transformer en politiques concrètes ; le blocage atteindra son point culminant au moment du vote du budget.

La victoire temporaire et limitée du front de la gauche repousse mais n'élimine pas la menace de l'extrême droite. L'absence de majorité absolue à l'Assemblée rend difficile la formation d'un gouvernement soudé capable de prendre des mesures économiques et sociales décisives et rapides, ce qui stimule et renforce la popularité de l'extrême droite. Le camp centriste de Macron portera une responsabilité historique s'il ne s'allie pas avec le front de gauche autour d'un « programme minimum » pour traiter les questions urgentes et sortir la France de la détérioration de sa situation.

En dépit de sa victoire soudaine et précieuse, le front de la gauche n'est pas soudé et sa base populaire n'est pas assez large. La mise en place du Nouveau Front populaire s'est produite dans un contexte de réaction populaire en même temps importante et ambiguë, face à la possibilité que le Rassemblement national conquière le pouvoir et face à la mauvaise gestion de Macron. Le manque de cohésion interne du NFP va offrir à Macron des marges de manœuvre pour former une coalition avec des partis de centre-gauche pour constituer un gouvernement « modéré », en utilisant à



son avantage les différences qui existent entre les composantes de la gauche et le rejet par certains de ces partis des mesures « radicales » défendues par les radicaux du Nouveau Front populaire (1).

Les manœuvres de Macron pourraient affaiblir la coalition immature de la gauche et renforcer les chances de l'extrême droite de poursuivre sa progression constante, que sa défaite temporaire n'a pas entravée, en particulier s'il n'y a toujours pas de réponses aux causes concrètes du développement de la base populaire du Rassemblement national.

Cependant Macron dispose de possibilités qui ne sont pas directement dirigées contre le NFP : il peut appeler à la constitution d'un gouvernement de technocrates, évitant des divisions susceptibles de renforcer l'extrême droite, pour augmenter ses chances de gagner les prochaines élections. Considérant les équilibres actuels, si Macron ne répond pas à la revendication de Mélenchon de démission du gouvernement et de formation d'un nouveau gouvernement des partis de gauche, le moindre mal pour la gauche serait d'accepter un gouvernement de technocrates qui lui épargnerait beaucoup de soucis et sauvegarderait sa capacité à mobiliser plus pour la phase suivante.

Le système global et la montée de l'extrême droite

Les crises périodiques du système capitaliste global provoquent la perte de

millions d'emplois, la casse des services publics, l'augmentation de la pauvreté et de l'inflation. Beaucoup de gens oublient que les troubles économiques et sociaux qui s'étendent sur de longues périodes constituent le principal élément qui conduit les masses à adopter des idées et des solutions radicales ; lorsque beaucoup de gens se mettent à la recherche de boucs émissaires et qu'il n'y a rien de plus facile que de les convaincre que les questions économiques proviennent des « autres », étranger-es ou immigré-es, au lieu de se focaliser sur les contradictions du système capitaliste.

C'est ainsi que l'extrême droite gagne le soutien d'une grande partie des travailleurs et travailleuses, des pauvres et de la classe moyenne, qui se sentent menacés et anxieux et non parce qu'ils seraient intrinsèquement racistes, comme certains écrits essaient de le « prouver ». Ce n'est pas un hasard si les plus importantes montées historiques de l'extrême droite au cours du 20^e siècle ont coïncidé avec les krachs de 1921 et 1929, et si de nouveau au cours du siècle actuel cela a coïncidé avec les krachs de 2007 et 2020.

La majorité frustrée a toujours tendance à se tourner vers les extrêmes en s'attaquant aux groupes les plus faibles, au lieu de se

1) Cette prédiction ne s'est pas réalisée, mais notons tout de même que le NFP a mis beaucoup de temps à se mettre d'accord sur une candidature de Première ministre et que ses dissensions restent très importantes. NDLR.

tourner vers la révolution sociale et de cibler les structures du système existant, pour de nombreuses raisons, dont les plus importantes sont la faiblesse des organisations du mouvement social et l'absence de discours politique révolutionnaire, confrontées à l'hégémonie des idéologies réactionnaires et des nombreux courants intellectuels qui constituent un parapluie sous lequel peuvent s'abriter des régimes et des autorités, comme le nihilisme, le pragmatisme et le « post-modernisme » de toute sorte.

Les idées ont besoin d'une base matérielle pour grandir et devenir une nouvelle réalité, exactement comme les graines ont besoin d'un sol approprié, d'eau, d'air et de lumière pour pousser. Il ne suffit pas de croire en certaines idées pour les transformer en force matérielle qui, à son tour, modifie la réalité – cela ne fonctionne pas sans un engagement dynamique, vivant et conscient lié aux conditions objectives. L'extrême droite utilise très bien les circonstances actuelles pour répandre et généraliser des idées fascistes et racistes. Elle trouve des victimes désignées, qui sont abondantes dans un monde où les migrations croissent de pair avec les crises économiques, environnementales, avec les guerres ; où les immigrés et les minorités sont les maillons les plus faibles de la chaîne.

La réussite de l'extrême droite dans sa diabolisation de ces groupes joue un rôle crucial dans l'augmentation de sa popularité, en nourrissant le ressentiment contre eux, en les dépeignant comme une menace pour l'identité nationale et en leur faisant porter le chapeau pour l'augmentation du chômage, la criminalité et le déclin des services publics. Sa méthode qui consiste à s'adresser à un public à la recherche de solutions rapides et peu compliquées est fondée sur une simplification excessive des questions et l'ignorance de leurs causes, et la solution magique qu'elle offre repose sur l'exclusion, la marginalisation et la promotion de récits nationalistes et ethniques plus radicaux.

La faillite du capitalisme

David Harvey, géographe renommé et membre de l'Académie britannique pour la Promotion des Études historiques, philologiques et philologiques, souligne que le capitalisme est trop gros pour faire faillite

(« *too big to fail* ») mais, en même temps, trop gros pour survivre ; en dépit des sévères critiques (2) de la part des marxistes contre sa conviction que le renversement du capitalisme conduirait à l'arrêt de la production et que 80 % de la population mondiale connaîtrait la faim, et que tout ce que l'on peut faire aujourd'hui c'est d'essayer de gérer le système d'une manière différente.

Cette critique est pertinente dans la mesure où Harvey ignore le débat vivant entre marxistes sur un pilier fondamental de la théorie socialiste lié à la manière de décentraliser la gestion des unités de production, afin qu'elles soient organisées et gérées d'une manière décentralisée par les travailleur-ses elleux-mêmes. En d'autres termes, Harvey ferme les portes de la pensée, du débat et même de l'imagination et contourne également la question de l'auto-organisation de la classe ouvrière, mettant un trait d'égalité entre révolution sociale et famine. En faisant cela, Harvey tombe dans le déterminisme historique, un piège dans lequel les communistes de l'Union soviétique et plus généralement du bloc de l'Est sont tombés à de nombreuses reprises.

En même temps, quelques-uns des critiques de Harvey, dans leurs tentatives de prouver qu'ils sont plus marxistes que cet « universitaire révisionniste » restent aveugles à un paradoxe central et matériel soulevé par Harvey. Il s'agit du fait que le système capitaliste existant, en dépit de sa flexibilité et de sa capacité à se renouveler (même sous des formes désespérées qui élargissent les inégalités sociales et la pauvreté), en dépit de sa domination politique et sociale absolue et des liens directs entre le mouvement du capital et la vie de milliards de gens, ce système est incroyablement brutal et en route vers le suicide.

Celles et ceux qui ne prennent pas la peine d'aller au fond des choses peuvent considérer ce paradoxe comme l'une de ces inévitables déclarations sur la prétendue date d'expiration du système politique et social, mais si l'on adopte une perspective plus réaliste, cette contradiction majeure du système global peut être comprise comme la confirmation de l'existence de lois qui gouvernent le mouvement social, de lois générales qui gouvernent la marche de l'his-

toire, à travers lesquelles sont générés les phénomènes sociaux et les événements politiques majeurs. Même s'ils ne conduisent pas à la fin inéluctable du système, ce point de vue peut également expliquer la montée de l'extrême droite dans le monde.

Une droite « globalisée »...

Pour comprendre ce phénomène, globalement ou à partir de l'exemple de la montée du fascisme et du nazisme dans les années 20 et 30 en Europe, il faut aborder tous les angles possibles et expliquer les relations entre les facteurs directs et indirects. Mais une analyse complète et objective nécessite d'examiner d'abord la réalité historique et les contradictions à l'œuvre dans le système capitaliste global, qui se traduisent par des crises récurrentes et de plus en plus graves.

La montée de l'extrême droite ne peut pas être réduite à une cause mécanique due

“ Les facteurs économiques sont la base objective commune, dans le monde physique réel, sur laquelle s'est construite la montée de l'extrême droite aux 20^e et 21^e siècles. ”

à la règle énoncée par Newton selon laquelle « pour chaque action existe une réaction égale et opposée ». On ne peut pas non plus séparer les trajectoires ascendantes de l'extrême droite à travers le monde. Ces courants qui sont hostiles à tout ce qui est international

se sont « internationalisés » pour atteindre leurs objectifs nationalistes et chauvins.

Ils soutiennent des dirigeants autoritaires, haïssent la démocratie sous toutes ses formes, considèrent les groupes ethniques, les immigrés et les syndicats comme une menace pour « la souveraineté des nations » ; ils voient dans la somme totale des objectifs fanatiques qu'ils cherchent à atteindre dans chaque pays un projet de droite global et unitaire fondé sur une coopération mutuelle pour promouvoir la division ; ils comparent leur combat pour expulser les « outsiders » et leurs différentes traditions et manières de vivre, juste parce qu'elles existent sans être imposées à quiconque, à un combat contre des « cancers » qui menacent le style de vie des « nations supérieures ».

Ces courants cherchent aussi à unifier au plan international les grands éléments de leurs programmes politiques pour démanteler, abolir ou affaiblir toutes les unions parlementaires entre États, les alliances économiques et monétaires, les traités commerciaux, ainsi que les organismes et

2) Jorge Martin, « David Harvey against revolution: the bankruptcy of academic "Marxism" », in *Defence of Marxism*, 25 juin 2020.

nationaliste à être réellement démocratique. Les scissions constantes et la naissance d'organisations encore plus « internationalistes » avec des idées et des aspirations qui ne diffèrent pas fondamentalement de celles qui les ont précédées indiquent un retranchement rigide sur des identités fondées sur une similitude absolue et une pureté idéologique qui ne peuvent être ni contestées ni critiquées, pas même débattues.

Cela contraste avec le mouvement ascendant de l'extrême droite qui organise des conférences internationales en toute coopération

et solidarité en dépit des divergences politiques, comme ça a été récemment le cas à Bruxelles où les dirigeant-es de l'extrême droite populiste européenne se sont rassemblé-es sous l'égide du think tank Edmund Burke (un think tank américain et conservateur) avec comme slogan : « La Conférence nationale conservatrice : préserver l'État-nation en Europe » (3).

Le mouvement d'extrême droite ne se contente pas de se focaliser sur la dimension politique. Il travaille à construire des réseaux culturels globaux avec une couverture « centrée » et « démocratique » pour promouvoir ses théories, ses idées et ses valeurs parmi les jeunes et divers groupes, pas le biais de diverses initiatives collectives d'hommes et de femmes politiques de droite, d'universitaires et d'investisseurs, dont la dernière en date a été l'annonce du lancement de « l'Alliance pour une citoyenneté responsable » à l'initiative de Jordan Peterson, Philippa Stroud, John Anderson et Paul Marshall, à Londres, en juin 2023.

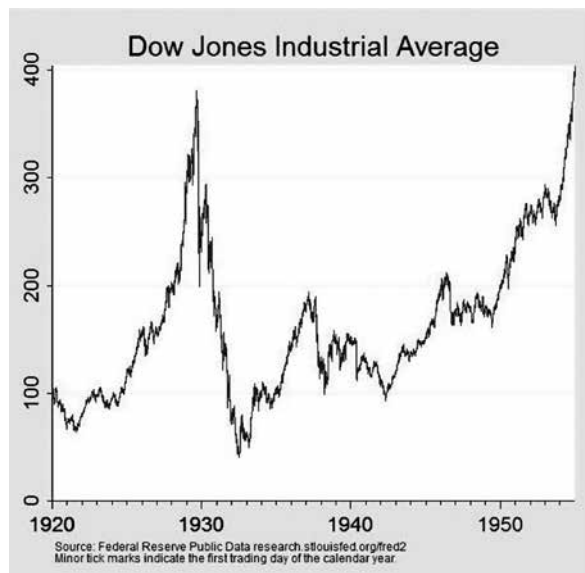
Ces initiatives ont pour but de créer un terrain commun avec des secteurs et groupes sociaux qui rejettent a priori les idées d'extrême droite. Bien entendu, les pratiques libres et démocratiques sont garanties par les statuts. Mais elles visent à

étendre la base de masse et le soutien à des forces qui sont hostiles à la démocratie, à la diversité culturelle et ethnique, aux libertés publiques et privées. Ou, au moins, à réduire le niveau d'hostilité de ces secteurs aux idées d'extrême droite.

Le contexte historique de la montée de l'extrême droite

Lorsque l'on parle du mouvement de l'histoire, la montée de l'extrême droite ne peut pas être réduite à une réaction à la « crise » des réfugié-es et de l'immigration et l'on ne peut tenir pour acquis le lien entre les deux. Cette affirmation peut être réfutée de manière simple en rappelant les causes directes de la montée de l'extrême droite et de la progression du nationalisme radical il y a une centaine d'années, alors qu'il n'était pas question de crises des réfugié-es et de l'immigration ; mais où les causes de la montée de l'extrême droite étaient bien plus prononcées, à commencer par la récession consécutive à la Première Guerre mondiale, en 1921, dans la plupart des pays industrialisés (voir le graphique n° 2), qui a culminé lors de la Grande Dépression de 1929 avec l'effondrement de la Bourse américaine (voir le graphique n°3) et qui a duré jusqu'en 1939.

On peut voir une similitude, à un degré ou autre, entre la situation économique globale de la période 1921-1939 et



Graphique 2

L'indice industriel Dow Jones entre janvier 1918 et janvier 1923. Cet indice a connu un pic à 119,6\$ le 3 novembre 1919 et un creux à 63,9\$ le 24 août 1921, soit une chute de 47 %. Source : Macrotrends / Wikipedia.

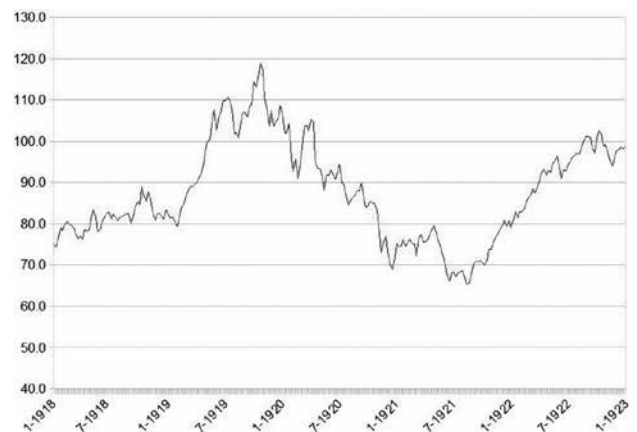
organisations régionales et transnationales.

Nous pouvons dire que nous sommes confronté-es à un nouveau phénomène que l'on pourrait appeler la « droite internationaliste » ou encore « l'internationalisme réactionnaire ». Son projet est de s'unifier pour en finir avec toutes les formes d'unité, obtenir une révision de tous les accords de coopération économique et commerciale d'un point de vue très conservateur, augmenter les dépenses militaires, liquider les politiques environnementales par déni du changement climatique, s'opposer aux vaccins sur la base du déni de l'épidémie, en finir avec les politiques d'intégration au lieu de les développer et de les réévaluer, et essayer d'éliminer les acquis démocratiques et les acquis sociaux socialistes qui sont toujours vivants dans de nombreuses sociétés.

...et une gauche « nationalisée »

En face, la gauche est confrontée à une fragmentation sans précédent, au point qu'elle a commencé à perdre son caractère internationaliste sous l'influence, d'une part, de la pénétration de courants nationalistes et libéraux (tout récemment ce qu'on appelle parfois le « mouvement woke » et l'extension des politiques identitaires fondées sur la perpétuation d'identités fondamentales et l'attaque contre les fondements de l'action collective dans l'espace public en transformant des identités étroites en positions politiques) et, d'autre part, de la prolifération indiscriminée d'organisations internationalistes.

Cela attire l'attention et soulève la question de la capacité de la gauche inter-



Graphique n° 3

L'indice industriel Dow Jones entre janvier 1920 et décembre 1954. L'indice a connu un pic le 3 septembre 1929 en clôturant à 381,17\$. L'indice a baissé jusqu'au 8 juillet 1932, où il a clôturé à 41,22\$. L'indice n'a pas récupéré sa valeur d'avant le krach avant le 23 novembre 1954. Sources : Federal Reserve History / Wikipedia.

3) Non sans susciter les dénonciations et la mobilisation du mouvement antifasciste belge, dont les pressions avaient poussé les organisateur-ices à devoir déplacer le lieu de la conférence en dernière minute, NDLR.

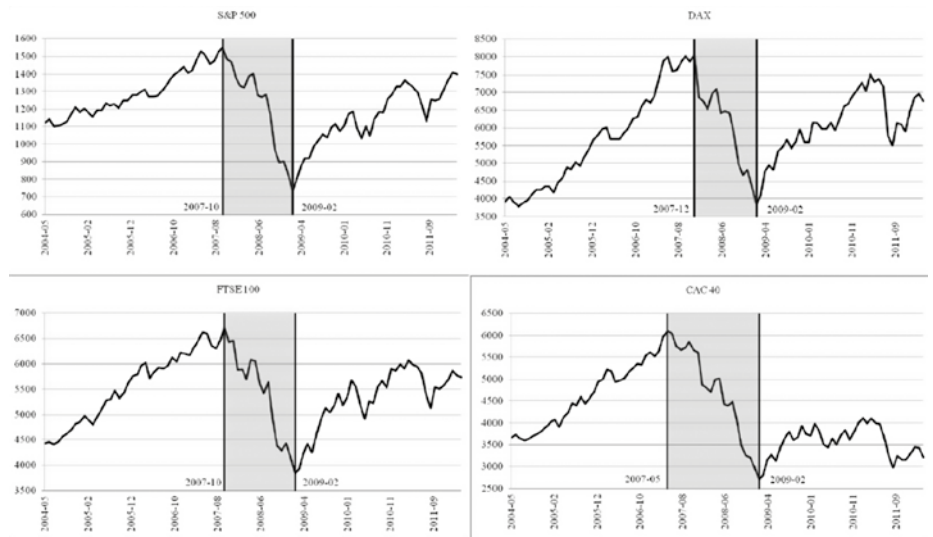
Extrême droite

celle de la période 2007-2020, alors que le monde a connu deux perturbations économiques à grande échelle dans cette dernière période, en 2007 et 2020.

La crise financière de 2007 était la plus importante depuis 1929, avec un effondrement global des marchés financiers (voir graphique n° 4). Alors qu'en 2020, l'impact sur l'économie globale de la pandémie de Covid-19 a été catastrophique, provoquant une récession globale, une baisse importante des marchés financiers (voir graphique n° 5) et le plus grand confinement de l'histoire. La récession, pour la première fois depuis la Grande Dépression de 1929, a touché toutes les économies développées et en développement ainsi que les marchés émergents. On peut également considérer le délai très court qui s'est écoulé entre les deux crises successives, à la fois au siècle passé et au siècle actuel, ce qui prouve qu'elles étaient le principal catalyseur de la montée de l'extrême droite.

Les pays en développement ont payé le prix le plus élevé pour les crises de 2007 et 2020, qui ont doublé l'immigration liée au travail vers les économies les plus avancées. L'afflux de nombreux-ses immigré-es, particulièrement ceux pourvu-es de spécialités professionnelles, techniques ou autres, qui ont des salaires plus bas et des horaires de travail plus importants, ont aidé à préserver les économies des pays riches d'effondrements plus sévères ; mais cela a aussi contribué à ce que l'extrême droite trouve un terrain solide pour répandre son message et accroître son influence politique.

Les exemples précédents montrent que les facteurs économiques sont la



Graphique 4
S&P500 (New York), FTSE100 (London), CAC40 (Paris), DAX (Frankfurt). D'octobre 2007 à février 2009, l'indice S&P500 a perdu plus de 50 % de sa valeur, FTSE100 plus de 30 % de sa valeur, le CAC 40 plus de 40 % de sa valeur et l'indice DAX plus de 40 % de sa valeur. Source : ResearchGate.

base objective commune, dans le monde physique réel, sur laquelle s'est construite la montée de l'extrême droite aux 20^e et 21^e siècles. Il faut prendre en compte les changements profonds qui se sont produits depuis une centaine d'années dans les structures politiques, sociales et économiques, et comment ces changements se sont reflétés dans les manifestations idéologiques, aussi bien de la gauche que de la droite à travers le monde, particulièrement après une longue période de domination des courants centristes et réformistes.

De nombreux courants « extrémistes » ont été capables d'entreprendre des analyses complètes, dont les résultats variaient en fonction des différences d'objectifs généraux et des différences dans les tactiques et les méthodes de confrontation – jusqu'à, par exemple, créer des niveaux de racisme différents selon les groupes, les pays ou les régions au sein

d'un même pays, ou selon les diverses branches d'une même organisation de droite, en fonction de l'environnement avoisinant ou de facteurs politiques et de « sécurité ».

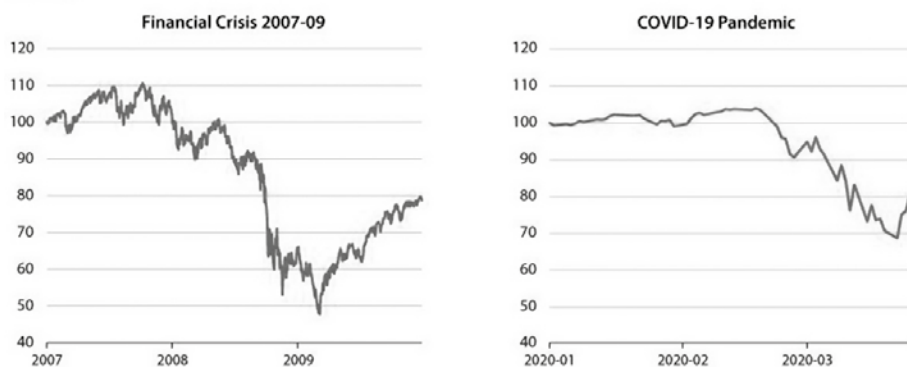
Tous les courants extrémistes de droite ont accepté la démocratie parlementaire bourgeoise jusqu'à un certain point et peut-être temporairement, jusqu'à ce qu'ils s'emparent du contrôle total de la société et de l'État à travers ces mêmes mécanismes démocratiques. Ainsi, en dépit d'analogie des circonstances historiques entre les périodes 1921-1929 et 2007-2020, il ne faut pas voir la montée de l'extrême droite comme la terne répétition d'événements historiques antérieurs.

La montée de l'extrême droite au 20^e siècle : le nazisme en Allemagne

L'exemple le plus célèbre de la manière dont l'extrême droite a utilisé le processus démocratique pour conquérir sa légitimité et, ensuite, démanteler de l'intérieur les institutions démocratiques, est l'arrivée au pouvoir du Parti nazi d'Adolf Hitler par des élections législatives, en 1932. En dépit de la défaite d'Hitler lors de l'élection présidentielle, les nazis ont été capables de faire passer au Reichstag, le 23 mars 1933, la loi d'habilitation qui donnait les pleins pouvoirs au gouvernement du Reich et au chancelier d'État Hitler, qui a succédé à Hindenburg après la mort de celui-ci.

Même si les nazis ne disposaient pas d'une majorité parlementaire, le bloc nazi était suffisamment fort pour perturber le travail législatif, en articulation avec l'intimidation, la répression et la violence politique que les groupes nazis pratiquaient

Figure 1
S&P 500



NOTE: The index is normalized to 100 at the beginning of each sample, 1/3/2007 for left panel and 1/2/2020 for right panel.
SOURCE: Yahoo! Finance and author's calculations.

Graphique 5
S&P500 (New York). Comparaison entre les crises de 2007-2009 et de 2020. L'indice tombe à un minimum de 57 % en 2009, alors qu'il tombe de plus de 30 % entre février et mars 2020. Source : Banque de la Réserve fédérale de Saint-Louis.

à l'extérieur du Parlement. Avant le vote sur la loi d'habilitation, les nazis ont arrêté et fait disparaître les 81 députés du Parti communiste allemand (KPD), de même que certains députés du Parti social-démocrate (SPD), alors qu'un certain nombre de députés réussissaient à s'enfuir d'Allemagne. Seulement 94 parlementaires sociaux-démocrates purent voter contre la loi, avant d'être persécutés et arrêtés, sur 647 députés (voir graphique n° 6).

Le climat de terreur politique conduisit les partis centristes à voter en faveur de la loi, même si celle-ci autorisait Hitler à passer une loi dissolvant tous les partis politiques et empêchant la formation de nouveaux partis politiques, le 14 juillet 1933.

Cependant, ce qui s'est produit en Allemagne n'est pas le résultat d'un choc des idées et des idéologies où les masses allemandes auraient adopté le nazisme par conviction. Le contexte économique et social qui a favorisé la propagation de ces idées et fait que les masses désespérées attendaient un héros comme Hitler, ne peut pas être négligé. Si le Parti communiste dirigé par Ernst Thälmann avait été mieux organisé et plus conscient du danger nazi, alors le sort de l'Allemagne et celui du monde auraient pu être différents et la Seconde Guerre mondiale et ses grandes destructions auraient pu être évitées.

La montée des nazis n'est pas sortie de nulle part ; elle a été le résultat de la rhétorique et de l'action des nazis au cours d'une période de déclin économique qui a affecté l'ensemble du monde, et l'Allemagne particulièrement. Il faut bien noter que les nazis utilisaient la démocratie et ont progressé graduellement au cours des années (voir graphique n° 7) avant d'être capables de prendre le pouvoir et de saper la démocratie parlementaire, ce qui nous ramène à l'exemple mentionné ci-dessus de la montée continue du Rassemblement national français, malgré sa défaite temporaire qui a repoussé le danger dans le temps bien plus que l'éliminer.

Les bases sociales du nazisme

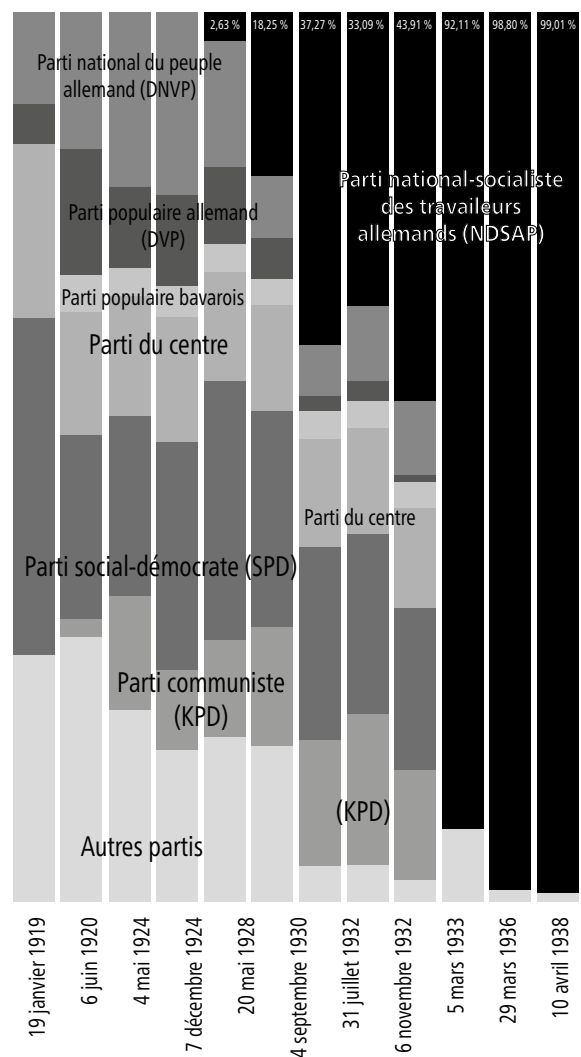
La classe moyenne, particulièrement les petits et moyens commerçants, comme les employés gouvernementaux et les agriculteurs, ont constitué la colonne vertébrale du Parti nazi. Après la Première Guerre mondiale, l'Allemagne a été confrontée à une crise économique

Parti	Députés	Pour	Contre	Absents
Parti nazi	NSDAP	288	—	—
Parti social-démocrate	SPD	120	94	26
Parti communiste	KPD	81	—	81
Centre	73	72	1	
Parti populaire national allemand	DNVP	52	52	—
Parti populaire bavarois	BVP	19	19	—
Deutsche Demokratische Partei (Parti démocrate allemand)	DStP	5	5	—
Service populaire chrétien-social	CSVD	4	4	—
Parti populaire allemand	DVP	2	1	1
Deutsche Bauernpartei (Parti des fermiers allemands)	DBP	2	2	—
Reichslandbund (Ligue agricole)		1	1	—
Total		647	444 (68.62%)	94 (14.53%) 109 (16.85%)

sévère, avec d'un côté une hyperinflation et une dévaluation significative du reichsmark et, de l'autre, de hauts niveaux de chômage, des millions de soldats revenant de la guerre ayant perdu leur emploi. En 1919, le Traité de Versailles avait imposé à l'Allemagne de céder 68 000 km² de territoire (peuplés de 8 millions d'habitants, entourés de zones riches en ressources naturelles) et de payer aux Alliés victorieux d'énormes compensations financières. Et puis, en 1929, est arrivée la crise de la Grande Dépression qui a éliminé tout espoir de reprise économique et a grandement empiré la situation.

Après être parvenu au pouvoir, Hitler a mis en œuvre une série de mesures radicales qui ont réussi à réduire le taux de chômage en créant de nombreuses opportunités d'emplois, profitant du fait qu'une Allemagne dévastée et épuisée après la guerre était un terrain fertile pour des projets publics, ce qui a massivement accru sa popularité mais a coïncidé avec des mesures répressives contre les organisations de la classe ouvrière allemande.

Graphique n°6
Vote de la loi d'habilitation de 1933. Source : Wikipedia.



Graphique 7
Résultats des élections fédérales en Allemagne de 1919 à 1938. Source : musée de l'Holocauste de Montréal.

L'action des nazis pour affermir leur pouvoir

La base matérielle de la montée de l'extrême droite existait en Allemagne avant la crise de 1929. La Grande Dépression a assuré sa montée en puissance et le mouvement nazi est devenu irrésistible. Très rapidement, le gouvernement nazi a dissous les syndicats libres, a interdit le droit de grève et imposé de sévères restrictions aux droits des travailleur-ses. Le 2 mai 1933, les SA (Sections d'assaut, Sturmabteilung), l'aile paramilitaire du Parti nazi, a occupé tous les sièges des syndicats, arrêté leurs dirigeants, les a emprisonnés ou envoyés dans des camps de concentration où beaucoup ont été sévèrement torturés. Les fonds syndicaux – l'argent des travailleurs – ont été confisqués ; les anciens responsables syndicaux ont été mis sur liste noire, afin de les empêcher de retrouver un emploi.

Les mesures économiques comprenaient le lancement de construction d'infrastructures à grande échelle comme le programme d'autoroutes, la réduction des impôts et l'augmentation des dépenses publiques de financement des mégaprojets, en particulier dans les domaines de la défense et de l'armement, la création

de nombreux emplois supplémentaires et la mobilisation d'une grande partie de la jeunesse au sein de l'armée.

D'un autre côté, le gouvernement de Hitler a imposé une politique destinée à empêcher l'accueil des immigré-es et a impulsé la persécution des juifs et d'autres minorités, qui ont été chassés de leurs emplois, ce qui a créé plus d'opportunités de travail pour les Allemands « aryens », tout en réduisant le « coût des soins » en exterminant les handicapé-es, y compris des nouveaux-né-es, à travers le « Programme Euthanasie », qui n'avait strictement rien de charitable. Ils ont été jusqu'à inciter les enfants, à travers le système éducatif, à les persécuter (voir graphique 8). Toutes ces mesures radicales avaient pour but de transformer l'Allemagne en une grande usine de guerre en préparation de la Seconde Guerre mondiale, en dépit des énormes pertes humaines et matérielles dues à son implication dans la Première Guerre mondiale.

Le fascisme italien au 20^e siècle

Les circonstances historiques de la montée en Italie du Parti national fasciste

(PNF) dirigé par Benito Mussolini sont similaires à celles de son correspondant nazi en Allemagne dirigé par Adolf Hitler, et leur alliance pendant la Guerre mondiale était la preuve de la possibilité de l'unification des forces de l'extrême droite autour d'objectifs communs, en dépit de leur fanatisme extrême. Mais les étapes de développement et de maturation du mouvement fasciste en Italie vers la dictature et le colonialisme sont différentes et peuvent être divisées en quatre phases.

L'idéologie nazie est fondée sur la supériorité de la race aryenne et la haine de la démocratie, prônant l'exclusion et le contrôle des autres peuples, ainsi que la persécution des minorités « qui n'ont pas le droit de vivre », même si la démocratie parlementaire a été utilisée, à une certaine étape, pour atteindre ses objectifs.

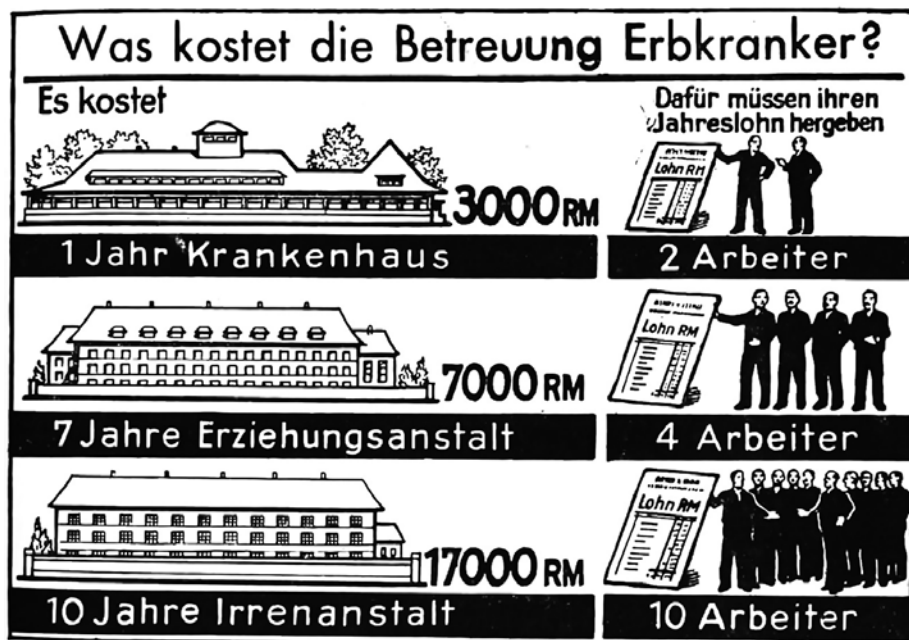
De son côté, le fascisme italien était moins focalisé sur la question raciale et ne contient pas le même niveau de haine raciale que l'idéologie nazie dès ses débuts. Il est davantage focalisé sur la nécessité de construire un « État fort » et de contrôler la société à travers l'unité nationale et le parti unique.

Le mouvement fasciste s'est constitué immédiatement après la Première Guerre mondiale, dans un contexte économique assez semblable à celui de l'Allemagne. Le Traité de Versailles (1919), qui ne garantissait aucun gain territorial à l'Italie, était une carte entre les mains de Mussolini pour s'en prendre à la France et à la Grande-Bretagne, à qui il a déclaré la guerre après avoir affirmé son alliance avec Hitler lors de la Seconde Guerre mondiale.

La classe petite-bourgeoise était la principale base de masse du Parti national fasciste, mais peu de temps après avoir pris le pouvoir, le parti a pris la décision de supprimer toutes les libertés publiques et politiques, ce qui a suscité un ressentiment de la part de la majorité des masses italiennes. Mais cela n'a pas dissuadé Mussolini dans la mesure où l'État fasciste était une dictature absolue sur l'ensemble des classes sociales et non un État qui garantissait la domination d'une classe sociale particulière au détriment des autres classes, même si le processus de son instauration était lié à une certaine alliance de classes.

La construction de l'État fasciste

La première phase de la montée du fascisme (1919-1922) était caractérisée par une rhétorique démagogique fondée



Graphique 8

Un exercice de mathématiques dans une école de l'Allemagne nazie, qui dresse les élèves contre les handicapé-es et les présente comme un fardeau financier pour l'État et la société.
Source : Bibliothèque Wiener de l'Holocauste.

Combien coûte la prise en charge des malades héréditaires ?

Ils doivent y consacrer leur salaire annuel

Cela coûte

1 an d'hôpital

7 ans de maison d'éducation

10 ans d'asile d'aliénés

2 travailleurs

4 travailleurs

10 travailleurs

sur la combinaison du sentiment nationaliste du peuple italien, considéré comme un tout, et l'instrumentalisation des divisions politiques et sociales et de la détérioration de la situation économique. Mussolini défendait la nécessité de restaurer la « grandeur italienne » et s'est débrouillé pour convaincre une partie du peuple italien, particulièrement la petite bourgeoisie, que l'on pouvait atteindre cet objectif en s'affrontant aux courants de gauche et socialistes et en attaquant les organisations syndicales et ouvrières. À partir de ce moment, les fascistes ont commencé à organiser des protestations de masse, parfois violentes, à la fois contre le gouvernement italien et contre les forces de gauche et ouvrières.

Au cours de la seconde phase (1922-1925), Mussolini a dirigé une marche de masse depuis Naples jusqu'à Rome, avec la participation de 40 000 de ses miliciens, forçant le Roi Victor-Emmanuel III à le désigner pour former un nouveau gouvernement. Immédiatement après avoir pris le pouvoir, Mussolini a commencé à consolider son pouvoir en changeant les lois et en restreignant les libertés publiques et politiques, à commencer par la mise en œuvre d'une nouvelle loi électorale. Le discours fasciste s'est alors focalisé sur la nécessité de la « stabilité » de l'État, qui visait à justifier la suppression des manifestations populaires et des grèves ouvrières qui étaient les seuls moyens qui subsistaient pour s'opposer à la transformation de l'Italie en dictature fasciste.

Lors de la troisième phase (1925-1935), Mussolini a consolidé la dictature et étendu le système de censure pour couvrir tous les aspects de la vie publique et politique, abolir tous les autres partis politiques, comme l'avait fait son allié Hitler en Allemagne après sa prise du pouvoir, pour finalement fusionner le Parti national fasciste avec l'État policier.

Après avoir imposé la « stabilité » par la répression et la violence politique, Mussolini est passé à la quatrième phase (1935-1940), celle de la promotion de « l'expansion » pour confirmer « la grandeur de la nation italienne », il a rejoint l'axe des pouvoirs fascistes et s'est allié avec les

nazis et les Japonais. Il a établi un partenariat politique et militaire avec Hitler, principalement pour renforcer ses capacités militaires. L'invasion de l'Éthiopie en 1935 était la première étape. L'entrée de l'Italie fasciste dans la Seconde Guerre mondiale aux côtés de Hitler a suivi, Mussolini ayant déclaré la guerre à la Grande-Bretagne et à la France en 1940. Cette guerre inégale a apporté la mort et la destruction aux Italiennes, même si la plupart d'entre eux n'étaient pas convaincus de l'orientation du dirigeant fasciste et de ses rêves morbides.

Il est important de noter que le parti néofasciste Fratelli d'Italia, dirigé par la Première ministre Georgia Meloni, a pris ses distances avec Mussolini mais, en même temps, utilise des slogans hérités de son époque. Beaucoup de ses membres partagent les idées, les visions et l'héritage du fascisme de Mussolini.

La droite radicale : passé et présent

Au 20^e siècle, la montée de l'extrême droite a pris un virage fasciste, anti-communiste et anti-démocratique. Sa manifestation la plus éminente a été l'unification de différentes classes sous le drapeau du suprémacisme raciste et de la recherche de la « grandeur de la nation ». Les gouvernements d'extrême droite ont utilisé la répression à grande échelle pour éliminer toutes les voix dissonantes. Cela a facilité des alliances profondes entre ces gouvernements et les classes bourgeoises qui ressentaient une menace existentielle et pensaient que leur seul moyen de survivre était de coopérer avec des forces politiques ascendantes.

Au siècle dernier, l'ascension de l'extrême droite était limitée par les particularités locales des caractéristiques économiques, dans le contexte des crises globales. À l'opposé, les crises actuelles du capitalisme globalisé sont caractérisées par l'intensité, la violence et la capacité à se répandre sur de grandes étendues. Cela induit une montée simultanée de forces d'extrême droite sur plusieurs continents avec différents niveaux de puissance.

Les nouvelles technologies et les réseaux sociaux aident comme jamais les forces d'extrême droite à répandre des idées racistes et fascistes, principalement en exploitant les tensions sociales montantes et les troubles résultant de l'augmentation de la pauvreté, du chômage et des crimes, les arrivées d'immigrés et de demandeurs d'asile, les réductions d'impôts pour les riches et les grandes entreprises, la fiscalité verte (qui est l'essentiel des politiques environnementales néolibérales), des privatisations massives d'un côté et, de l'autre, l'austérité.

L'extrême droite ne devient pas acceptable aux yeux des masses en s'appuyant sur la persuasion et le dialogue. Elle exploite le sentiment d'injustice sociale, qui est le résultat des crises structurelles du système capitaliste global et transforme des événements – les « petits » crimes individuels, le terrorisme ou les guerres – en occasions d'excitation violente contre les communautés immigrées, les minorités, et les groupes les plus vulnérables. La montée de l'extrême droite n'est plus limitée au continent européen, qui était historiquement son plus important centre de pouvoir et qui voit ces mouvements se développer intensément depuis vingt ans : la popularité et l'influence de ces mouvements augmentent de manière spectaculaire sur l'ensemble du globe.

La montée de l'extrême droite va constituer une menace grandissante pour les acquis sociaux et politiques conquis par la classe ouvrière et les classes intermédiaires au cours de plus d'un siècle de luttes, en dépit du lourd prix payé par des millions de personnes. Cela nécessite une confrontation efficace et consciente impliquant toutes les forces possibles. Maintenant plus que jamais, nous devons revenir aux écrits de Léon Trotski sur le « Front unique » (4) et sur comment forger de larges alliances contre la montée du nazisme et du fascisme, pour aujourd'hui construire l'unité contre la montée du néonazisme et du néofascisme avec, si possible, des dirigeants de gauche qui soient claires sur leurs buts et leurs intentions. ■

Le 13 juillet 2024

4) Lire *Comment comprendre le Front unique ? Le gauchisme, la malédiction de l'époque des Révolutions*, Paul d'Amato (note de l'auteur sur la version arabe).

Le blanchiment du carbone. La « nouvelle ruée vers l'Afrique » du Golfe

Début novembre 2023, peu de temps avant l'ouverture du sommet de la COP28 à Dubaï, une discrète entreprise des Émirats arabes unis a attiré l'attention des médias sur de potentielles transactions foncières en Afrique...

Par
Adam Hanieh*

Blue Carbon est une entreprise détenue par Sheikh Ahmed al-Maktoum, un membre de la famille régnante de Dubaï. Des rapports suggéraient qu'elle avait signé des accords lui promettant le contrôle de vastes étendues de terres à travers le continent africain. Ces accords incluaient étonnamment 10 % de la superficie du Liberia, de la Zambie et de la Tanzanie et 20 % du Zimbabwe. Une surface qui équivaut à celle de la Grande-Bretagne.

Blue Carbon avait l'intention d'utiliser ces terres pour lancer des projets de « compensation carbone » (aussi appelés droits à polluer, NDLR), une pratique de plus en plus répandue dont les partisans prétendent qu'elle va aider à lutter contre le changement climatique. Les « compensations carbone » supposent la préservation des forêts et d'autres programmes environnementaux qui sont équivalents à une certaine quantité de « crédits-carbone ». Ces crédits peuvent être vendus aux pollueurs à travers le monde pour compenser leurs propres émissions. Avant de commencer la négociation de ce vaste accord, Blue Carbon n'avait aucune expérience ni en compensation carbone ni en gestion forestière. Néanmoins, cette entre-

prise s'est positionnée pour brasser des milliards de dollars à partir de ces projets.

Les ONG environnementales, les journalistes et les militant-es ont rapidement condamné ces accords comme une nouvelle « ruée vers l'Afrique » – un accaparement de terres décidé au nom de l'atténuation du changement climatique. En réponse, Blue Carbon a souligné que ces discussions étaient essentiellement exploratoires et nécessiteraient d'autres négociations, notamment une consultation des communautés, avant toute approbation formelle.

Quel que soit leur statut actuel, ces accords fonciers soulèvent des inquiétudes, notamment la possibilité que des communautés, en particulier indigènes, soient expulsées pour faire place aux « plans de protection des forêts » de Blue Carbon. Dans l'est du Kenya, par exemple, le peuple indigène Ogiek a été chassé de la forêt de Mau en novembre 2023, une expulsion que les avocats ont mis en relation avec les négociations en cours entre Blue Carbon et le président du Kenya, William Ruto. Il y a

également eu des manifestations après les négociations secrètes entre le gouvernement du Liberia et Blue Carbon, les militants affirmant que le projet viole les droits fonciers des peuples indigènes qui sont consacrés par la loi libérienne. Des cas d'expulsions des terres analogues ont conduit le Rapporteur spécial des

“ Une étude, conduite par la Commission européenne, rapporte que 85 % des projets de compensation établis dans le cadre du Mécanisme du développement propre de l'Union européenne ont échoué à réduire les émissions. ”



Adam Hanieh

Adam Hanieh est professeur d'économie politique et de développement global à l'Institut d'études arabes et islamiques de l'université d'Exeter. Il est l'auteur de l'ouvrage *Le capitalisme brut : le pétrole, le pouvoir des multinationales, la fabrication du marché mondial* (éditions Verso, septembre 2024).

Cet article a été publié par la revue *MERIP* du Middle East Research and Information Project n° 311 (été 2024). Traduit par François Coustal.

Nations unies pour les droits des peuples indigènes, Francisco Calí Tzay, à appeler à un moratoire global sur les projets de compensation carbone. Au-delà de leur impact potentiellement destructeur sur les communautés locales, les activités de Blue Carbon en Afrique pointent un changement majeur dans les stratégies climatiques des États du Golfe. Comme les critiques l'ont montré, l'industrie des compensations carbone constitue largement un mécanisme de *greenwashing* permettant aux pollueurs de dissimuler leurs émissions derrière l'écran de fumée des méthodes trompeuses de comptabilisation du carbone, tout en fournissant une nouvelle catégorie de placements rentables aux acteurs financiers. En tant



Kenyatta Ngusilo, un membre de la communauté Ogiek, regarde brûler son entrepôt dans la forêt Sasimwani Mau, 2023. Des centaines de personnes de cette communauté ont été laissés sans domicile après l'éviction des envahisseurs présumés par le gouvernement kenyan. © James Wakibia/SOPA Images/LightRocket via Getty Images.

que plus gros exportateurs mondiaux de pétrole brut et de gaz naturel liquéfié, les États du Golfe se positionnent maintenant eux-mêmes sur toutes les étapes de cette nouvelle industrie, y compris les marchés financiers où les crédits-carbone peuvent être achetés et vendus. Ces développements reconfigurent les relations du Golfe avec le continent africain et auront des conséquences significatives sur réchauffement de la planète.

Fausse comptabilité et blanchiment du carbone

Il existe de nombreuses variétés de projets de compensation carbone. Les plus courants consistent à réduire les projets de déforestation, ce qui suscite l'essentiel de l'intérêt de Blue Carbon pour les terres africaines. Dans ces projets, la terre est clôturée et protégée de la déforestation. Les certificateurs de compensation carbone – dont la principale entité mondiale est une entreprise basée à Washington, Verra – évaluent alors la quantité de carbone que ces projets évitent de relâcher dans l'atmosphère (mesurée en tonnes de CO₂). Une fois évalués, ces crédits-carbone peuvent être vendus aux pollueurs qui les utilisent pour annuler leurs propres émissions et réaliser ainsi leurs objectifs climatiques officiels.

En apparence séduisants – après tout, qui ne voudrait pas voir de l'argent consacré à la protection des forêts ? – ces projets ont deux défauts principaux. Le premier est connu sous le terme de « permanence ». Ceux qui achètent des crédits-carbone gagnent le droit de

polluer immédiatement. Mais cela prend des centaines d'années pour que ces émissions de carbone soient réabsorbées de l'atmosphère et rien ne garantit que la forêt survive pendant tout ce temps. Si un feu de forêt se produit ou si la situation politique change et que la forêt est détruite, il sera trop tard pour récupérer les crédits-carbone initialement émis. Cette préoccupation n'est pas simplement théorique. Au cours des dernières années, en Californie, les feux ont détruit des millions d'hectares de forêts, incluant des crédits-carbone achetés par de grandes compagnies internationales comme Microsoft et BP. Vu les conséquences grandissantes des feux de forêt dus au réchauffement, de tels résultats vont sans nul doute devenir plus fréquents.

Le second défaut majeur de ces projets est que toute estimation des crédits-carbone pour les projets d'évitements de déforestation repose sur un imaginaire abstrait. Combien de carbone aurait été rejeté si les programmes de compensation n'avaient pas été mis en place ? À nouveau, cette estimation dépend d'un futur que l'on ne peut connaître, ouvrant des occasions de réalisation de profits significatifs pour les entreprises qui certifient et vendent des crédits-carbone. En gonflant les estimations des réductions d'émissions associées à un projet donné, il est possible de vendre plus de crédits-carbone que ce qui est réellement garanti. L'étendue

de la spéculation est l'une des raisons qui fait que le marché des crédits-carbone est étroitement associé à des scandales et une corruption répétés. Ainsi, selon le *New Yorker*, après les révélations d'une fraude au carbone massive en Europe, « le gouvernement danois a admis que 80 % des entreprises du pays qui faisaient le commerce des crédits-carbone étaient des façades pour le racket » (1).

Ces problèmes méthodologiques sont structurellement intrinsèques au système de la compensation et ne peuvent être évités. Le résultat en est que la plupart des crédits-carbone qui s'échangent aujourd'hui sont fictifs et ne se traduisent par aucune réduction réelle des émissions de carbone. L'analyste tunisien Fadhel Kaboubles décrit comme étant simplement une « licence pour polluer » (2). Un rapport d'enquête publié début 2023 révèle que plus de 90 % des crédits-carbone relatifs à la forêt tropicale certifiés par Verra étaient probablement faux et ne représentaient pas des réductions réelles de carbone. Une autre étude, conduite par la Commission

européenne, rapporte que 85 % des projets de compensation établis dans le cadre du Mécanisme du développement propre de l'Union européenne ont échoué à réduire les émissions. En même temps, une étude universitaire des

“ Un tiers des pays d'Afrique sub-saharienne consacrent plus de la moitié de leurs recettes budgétaires au service de la dette ”

européenne, rapporte que 85 % des projets de compensation établis dans le cadre du Mécanisme du développement propre de l'Union européenne ont échoué à réduire les émissions. En même temps, une étude universitaire des

projets de compensation de six pays a souligné récemment que la plupart n'ont pas réduit la déforestation et que, pour ceux qui l'ont fait, les réductions ont été significativement inférieures à ce qui avait été initialement annoncé. En conséquence, les auteurs concluent que les crédits-carbone vendus pour ces projets ont été utilisés pour « compenser près de trois fois plus d'émissions de carbone que

1) Heidi Blake, « La Grande agitation de l'argent pour le carbone », *The New Yorker*, 16 octobre 2023.

2) Katherin Hearst, « Lors du dernier accord de compensation-carbone, le Kenya concède des millions d'hectares à une entreprise des Émirats Arabes Unis », *Middle East Eye*, 5 novembre 2023.

leur contribution réelle à l'atténuation du changement climatique» (3).

En dépit de ces problèmes fondamentaux – ou peut-être à cause d'eux –, l'utilisation des compensations carbone augmente rapidement. La banque d'investissement Morgan Stanley prédit que ce marché atteindra 250 milliards de dollars en 2050 (contre 2 milliards en 2020), dans la mesure où les gros pollueurs utilisent les compensations pour justifier leurs émissions continues de carbone tout en prétendant réaliser leurs objectifs de zéro émission nette.

Dans le cas de Blue Carbon, une estimation montre que la somme des crédits-carbone qui lui seront probablement crédités dans le cadre de ses projets en Afrique sera équivalente à la somme globale de toutes les émissions des Émirats arabes unis. Cette pratique, qui s'apparente à un blanchiment du carbone, permet aux émissions de disparaître du Grand livre de la comptabilité carbone, les émissions échangées contre des crédits n'ayant que peu de rapport avec la réalité.

La monétisation de la nature comme stratégie de développement

Pour le continent africain, la croissance de ces nouveaux marchés du carbone ne peut pas être séparée de l'escalade de la crise de la dette mondiale liée à la pandémie de Covid-19 et à la guerre en Ukraine. Selon une nouvelle base de données, Debt Services Watch, le Sud global est confronté à la pire crise de la dette de son histoire : un tiers des pays de l'Afrique sub-saharienne consacrent plus de la moitié de leurs recettes budgétaires au service de la dette. Face à ces pressions fiscales sans précédent, la marchandisation de la terre à travers les mécanismes

de compensation est désormais fortement encouragée par les bailleurs de fonds internationaux et de nombreuses organisations de « développement », et présentée comme une issue à une crise profonde.

« De ce point de vue, les pays du Golfe émergent comme un espace économique clé où le carbone africain se transforme en un actif financier que les acteurs financiers du monde peuvent acheter, vendre et sur lequel ils peuvent spéculer. »

L'Initiative des marchés carbone en Afrique (ACMI), une alliance lancée en 2022 lors du sommet de la COP27 au Caire, est une voix essentielle dans ce nouveau discours sur le développement. L'ACMI rassemble des dirigeants africains, des entreprises de crédits-carbone (dont Verra), des donateurs occidentaux (USAID, la fondation Rockefeller et le Fonds pour la Terre de Jeff Bezos), et des organisations multilatérales comme la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique. En plus d'efforts pratiques pour mobiliser des fonds et encourager des changements de politiques, l'ACMI a acquis un rôle dirigeant dans la défense des marchés carbone comme solution « gagnant-gagnant » à la fois pour les pays africains lourdement endettés et pour le climat. Selon les mots du document fondateur de l'organisation, « l'émergence de ce nouveau produit, les crédits-carbone, permet de monétiser l'importante dotation en capital naturel de l'Afrique, tout en la renforçant » (4).

Les activités de l'ACMI sont profondément liées au Golfe. L'un des aspects de cette relation est que les entreprises du Golfe, en particulier les producteurs de combustibles fossiles, sont maintenant la principale source de demande des futurs crédits-carbone de l'Afrique. Par exemple, lors du Sommet africain sur le climat, en novembre 2023, à Nairobi, au Kenya, un groupe d'entreprises émiraties importantes dans les domaines énergétiques et financiers (connu sous le sigle de l'Alliance carbone des Émirats arabes unis) s'est engagé à acheter à l'ACMI des crédits-carbone pour une valeur de 450 millions de dollars au cours des six prochaines années. Cet engagement a immédiatement confirmé les Émirats arabes unis comme le plus gros bailleur de fonds

de l'ACMI. De plus, en s'engageant à acheter des crédits-carbone pour le reste de la décennie, les Émirats arabes unis aident à la création de ce marché, car ils font avancer de nouveaux projets de compensation et consolident leur place dans les stratégies de développement des États africains. Cela donne aussi une légitimité aux compensations comme réponse à l'urgence climatique, en dépit des nombreux scandales qui ont secoué le secteur au cours des dernières années.

De même, l'Arabie saoudite joue un rôle majeur dans la promotion des marchés-carbone en Afrique. L'une des membres du Comité directeur de l'ACMI est Riham ElGizy, la PDG saoudienne de la Compagnie régionale volontaire du marché du carbone (RVCMC). Mise en place en 2022 en tant que *joint-venture* entre le Fonds public d'investissement (un fonds souverain d'Arabie saoudite) et Tadawul (la Bourse saoudienne), RVCMC a organisé les deux plus grandes mises aux enchères de carbone au monde, vendant plus de 3,5 millions de tonnes de crédit-carbone en 2022 et 2023. 70 % des crédits qui y ont été vendus provenaient de projets de compensation localisés en Afrique – la séance d'enchères de 2023 s'est tenue au Kenya. Les principaux acheteurs étaient des entreprises saoudiennes, menées par la principale compagnie pétrolière mondiale, Saudi Aramco.

Les relations des Émirats et de l'Arabie saoudite avec l'ACMI et le commerce des crédits-carbone africains illustrent l'évolution notable du rôle du Golfe sur ces nouveaux marchés. Ils ne sont pas simplement propriétaires de ces projets de compensation en Afrique, ils se positionnent également eux-mêmes à l'autre bout de la chaîne de valeur : la commercialisation et la vente de crédits-carbone aux acheteurs régionaux et internationaux. De ce point de vue, les pays du Golfe émergent comme un espace économique clé où le carbone africain se transforme en un actif financier que les acteurs financiers du monde peuvent acheter, vendre et sur lequel ils peuvent spéculer.

Naturellement, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite ont cherché les uns et les autres à mettre en place des bourses permanentes de carbone où les crédits-carbone pourraient être achetés et vendus comme n'importe quelle autre marchandise. Les Émirats arabes unis ont mis en place le premier

3) Thales A. P. West et autres, « Des mesures sont nécessaires pour transformer les compensations-carbone en travaux de conservation des forêts face au changement climatique », *Science* 381/6660 (août 2023), p. 876.

4) « Initiative des marchés carbone en Afrique (ACMI) : Rapport sur la feuille de route », ACMI, 8 novembre 2022, p. 12.

échange commercial de ce type, à la suite d'un investissement – réalisé par Mubadala, un fonds souverain contrôlé par Abu Dhabi – dans AirCarbone Exchange (ACX), basé à Singapour, en septembre 2022. Avec cette acquisition, Mubadala possède maintenant 20 % de ACX et a établi une bourse d'échanges carbone régulée de façon numérique au sein de la zone franche financière d'Abu Dhabi, le Marché global d'Abu Dhabi. ACX proclame que cette bourse est la première bourse régulée de ce type dans le monde, avec un commerce des crédits-carbone qui y a débuté fin 2023. De même, en Arabie saoudite, RVCMC a établi un partenariat avec Xpansiv, une entreprise de technologie qui agit sur le marché US, afin de mettre en œuvre une bourse de crédits-carbone qui doit être lancée fin 2024.

Il reste à voir si ces deux bourses basées dans le Golfe seront en compétition ou si elles vont prioriser certains instruments de trading, comme les produits dérivés du carbone ou les crédits-carbone compatibles avec la Charia. Néanmoins, il est clair que les centres financiers importants du Golfe tirent parti de leurs infrastructures existantes pour établir une domination régionale sur la vente de carbone. Présent à toutes les étapes de l'industrie de la compensation – depuis la génération de crédits-carbone jusqu'à leur achat – le Golfe est maintenant un

acteur essentiel des nouvelles formes d'extraction de la valeur qui relient le continent africain à l'économie mondiale au sens large.

Un avenir alimenté par les combustibles fossiles

Au cours des vingt dernières années, la production de pétrole et davantage encore de gaz dans le Golfe a beaucoup augmenté, conjointement à un important déplacement vers l'est des exportations d'énergie afin de satisfaire la demande d'hydrocarbures de la Chine et de l'Asie de l'Est. Au même moment,

les États du Golfe ont accru leur implication en aval, dans les secteurs à forte intensité énergétique, en particulier la production de produits pétrochimiques, de plastiques et d'engrais. Sous la direction d'Aramco (Arabie saoudite) et de la Compagnie nationale pétrolière d'Abu Dhabi, des compagnies nationales pétrolières basées dans le Golfe rivalisent maintenant avec les principales et traditionnelles compagnies occidentales en ce qui concerne les indicateurs clés comme les réserves, les capacités de raffinage et les niveaux d'exportation.

Dans ce contexte – et en dépit de la réalité de l'urgence climatique – les États du Golfe doublent leur production de combustible fossile, considérant qu'il y a beaucoup à gagner à s'accrocher aussi longtemps que possible à un monde centré sur le pétrole. Comme

le souhaitait en 2021 le ministre saoudien du pétrole, « *que jaillisse chaque molécule d'hydrocarbure* » (5). Mais cette approche ne signifie pas que les États du Golfe sont dans le déni concernant le changement climatique. Au contraire, à l'instar des grandes compagnies pétrolières occidentales, la vision du Golfe de l'expansion de la production de combustibles fossiles s'accompagne d'une tentative de prendre le leadership des efforts mondiaux pour agir sur la crise climatique.

Un versant de cette approche est leur investissement lourd dans des technologies imparfaites et non validées à bas carbone, comme la capture de l'hydrogène et du carbone. Un autre versant est leurs tentatives de diriger les négociations climatiques mondiales, comme on a pu le voir lors des dernières conférences des Nations unies sur le changement climatique, la COP27 et la COP28, où les États du Golfe ont canalisé les discussions politiques pour écarter les efforts réels visant à éliminer progressivement les combustibles fossiles, transformant ces événements en spectacles plus que favorables aux entreprises et en forums de réseautage pour l'industrie pétrolière.

Il faut comprendre le marché des compensations carbone comme une partie intégrante des efforts pour retarder, obscurcir et entraver les moyens efficaces de lutte contre le changement climatique. Grâce aux projets trompeurs de compensation carbone, les grands industriels du pétrole et du gaz du Golfe peuvent continuer leurs affaires tout en prétendant réaliser leurs soi-disant objectifs climatiques. La dépossession des terres africaines par les pays du Golfe est au cœur de cette stratégie renforçant le spectre désastreux d'une accélération continue de la production de combustibles fossiles. ■

Été 2024



Le RVCMC a vendu plus de 2,2 millions de tonnes de crédits carbone lors de la plus grande vente aux enchères volontaire de crédits carbone jamais organisée à Nairobi, au Kenya, en 2023. DR

5) Javier Blas, « Le prince saoudien des prix du pétrole s'engage à forer "jusqu'à la dernière molécule" », *Bloomberg*, 22 juillet 2021.

Le soulèvement kényan résiste après des décennies de pillage et de pauvreté

Plus de deux mois après que le controversé projet de loi de finances 2024 a déclenché des troubles généralisés, la flamme de la résistance reste vive au Kenya. La lutte menée par les jeunes, principalement construite sur les réseaux sociaux comme X, TikTok et WhatsApp par les Kényans de la génération Z, a transformé des années de frustration latente en nouvelles demandes de gouvernance responsable, de dignité et de justice.

Par
Zachary J. Patterson*

Après l'annulation du projet de loi par le gouvernement, l'appel au rassemblement est passé de #RejectFinanceBill2024 (rejeter le projet de loi de finance) à #RutoMustGo (Ruto doit partir (1)), c'est-à-dire de l'opposition à une augmentation d'impôt qui aurait un impact disproportionné sur les Kényan-es les plus pauvres, à un rejet de l'arrangement politique néocolonial, une mise en accusation publique de l'élite des agents coloniaux et de la classe compradore, et un mandat pour renégocier le contrat social rompu entre les citoyen-es kényan-es et les dirigeants. La jeunesse kényane rejette la pauvreté et l'humiliation perpétuées par les relations inéquitables du système capitaliste mondial, qui ont rendu le Kenya vulnérable à l'agressivité des intérêts étrangers et aux manipulations obscures courantes dans l'agenda impérial mondial.

L'enchevêtrement de la crise de la dette

Une proposition visant à atténuer l'importante crise de la dette du Kenya

1) William Ruto est le président de la République du Kenya depuis le 13 septembre 2022, après avoir été vice-président durant les mandats d'Uhuru Kenyatta, de 2013 à 2022.

2) Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, « Debt at a Glance », UN Trade and Development.

en levant environ 2,7 milliards de dollars d'impôts a suscité des critiques à l'échelle nationale et le jaillissement de troubles sociaux le 18 juin dernier. Afin d'éviter le défaut de paiement et afin de rester l'une des économies à la croissance la plus rapide d'Afrique, le président kényan William Ruto a présenté le projet de loi de finances 2024 comme une étape nécessaire pour rembourser la dette publique nationale et étrangère stupéfiante de 80 milliards de dollars, qui représente près des trois quarts de la production du pays. Ce montant représente plus du double de la dette publique des pays voisins d'Afrique de l'Est, l'Ouganda et la Tanzanie, qui doivent rembourser respectivement 26 millions et 37 millions de dollars.

Selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, le Kenya consacre actuellement 27 % de ses recettes annuelles au seul paiement des intérêts de la dette (2).

À ce rythme, le Kenya consacre 4,8 % de son PIB au paiement des intérêts de la dette publique, dépassant les 4,4 % dédiés à l'éducation et les maigres 1,9 %

investis dans la santé – deux des objectifs de développement durable (ODD) pourtant promus par l'Organisation des

Zachary J. Patterson

Zachary J. Patterson est un chercheur indépendant, un militant et collaborateur de ROAPE.net. Il écrit sur le Kenya, les ONG, la politique socialiste et les mouvements sur le continent. Il travaille dans le domaine des arts, des politiques et est un organisateur de l'Indianapolis Liberation Center.

Cet article a été publié par *Spectre*. Traduit par Nath Coco.

Nations unies (ONU) dans leur Agenda 2030 et dont on dit qu'ils sont prioritaires pour les agences internationales de développement et les institutions financières multilatérales.

Attirant l'attention sur la contradiction inhérente entre le développement durable et les priorités du plan de croissance économique du pays, Kenya Vision 2030 – le regroupement multilatéral qui a élaboré et récemment adopté le Cadre

“ Selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, le Kenya consacre actuellement 27 % de ses recettes annuelles au seul paiement des intérêts de la dette. ”

de coopération pour le développement durable des Nations unies (CCDNU) – maintient que la nation peut mieux progresser vers la réalisation des ODD en développant les partenariats public-privé et en accueillant une plus grande quantité et une plus grande diversité de financements et d'investis-

nariats public-privé et en accueillant une plus grande quantité et une plus grande diversité de financements et d'investis-

sements publics et privés (3). Adoptée en janvier 2022, la feuille de route pour le développement exige des politiques d'austérité qui augmentent les impôts et diminuent les dépenses publiques afin de réduire les déficits budgétaires et rembourser les dettes, en encourageant les dépenses consacrées au développement et les investissements étrangers. Sur les 80 milliards de dollars de dette publique, près de la moitié (47,7 %) est due à des créanciers multilatéraux extérieurs et 30 % à des prêteurs bilatéraux étrangers.

Le Fonds monétaire international (FMI) a joué un rôle majeur dans les difficultés économiques auxquelles est confrontée la majorité des citoyen-es kényan-es

Alors que des années de corruption gouvernementale et de mauvaise gestion financière ont miné la santé économique du Kenya – aggravant et camouflant les causes systémiques de la crise actuelle de la dette – les prêts du FMI ont aggravé les difficultés, perpétuant un cycle d'endettement qui affecte de manière disproportionnée les communautés les plus pauvres et les plus vulnérables. En avril 2021, le FMI a conclu un accord de prêt de 38 mois avec le Kenya qui lui permettrait d'accéder à 2,34 milliards de dollars en échange de la mise en œuvre d'une augmentation des impôts, de la réduction des subventions et d'une diminution des dépenses inutiles en privatisant les entreprises d'État (4).

Cet accord a été prolongé de dix mois l'été dernier et un montant supplémentaire de 941 millions de dollars a été approuvé en janvier 2024, portant le total actuel de la dette approuvée par le FMI à 3,9 milliards de dollars en échange de réformes de gouvernance plus larges qui, selon l'organisation, sont censées remédier aux faiblesses des programmes publics, renforcer les efforts de lutte contre la corruption, consolider les cadres financiers de lutte contre le terrorisme, améliorer les opérations de la Banque centrale et faire progresser les politiques en faveur d'une croissance soutenue et inclusive. Selon les archives du FMI, le Kenya a conclu plus de vingt accords de prêt similaires depuis qu'il est devenu membre de l'institution en 1964 (5). Ces accords ont piégé économiquement le Kenya; le peuple kényan devrait étudier de façon critique la manière dont l'impérialisme s'impose par la fisca-



Capital FM Kenya – CC BY 3.0

lité, et s'émanciper de l'architecture de la finance internationale néocoloniale.

Impérialisme, financement et faveurs

Il est indéniable que les États-Unis – le principal actionnaire et la plus grande puissance au sein du FMI – soutiennent ces mesures d'austérité imposées au Kenya. Il est également indiscutable que, depuis son élection en 2022, le président Ruto est devenu la nouvelle coqueluche de la coopération étrangère des États-Unis et du G7 en Afrique; la décision de Ruto d'envoyer mille policiers kényans en Haïti pour soutenir une mission de « maintien de la paix » financée par les États-Unis, malgré l'opposition du peuple kényan, a confirmé son engagement en faveur des intérêts de la classe dirigeante occidentale. Malgré les protestations nationales et les critiques internationales, quatre cents policiers kényans ont débarqué en Haïti le 26 juin.

Travaillant avec les autorités haïtiennes et un contingent de deux mille cinq cents policiers de différents pays, les policiers kényans ont pour mission de déployer des forces pour rétablir la sécurité face à la violence des gangs et instaurer la loi et l'ordre. S'exprimant avec enthousiasme, Ruto s'est adressé au Conseil de sécurité de l'ONU sur la mission de maintien de l'ordre en octobre 2023, et, selon Gathanga Ndung'u, « il a réitéré sa rhétorique populiste panafricaine de "coopération" et de "solidarité" entre les Noirs du monde entier » (6). L'habileté du président Ruto à satisfaire tout le spectre des sentiments panafricains masque une imposture dont les peuples d'Afrique ont déjà été témoins à maintes reprises, ce qui fait de lui un dirigeant kényan particulièrement hypocrite et dangereux.

Après s'être présenté et fait apprécier de ses compatriotes africain-es comme un panafricaniste partisan d'une économie et d'une politique au service du peuple au

cours de son ascension au pouvoir, Ruto a adapté sa posture diplomatique et s'est assis à la table des impérialistes en prêtant allégeance aux besoins des puissances occidentales (7). En retour, les dirigeants américains ont fait l'éloge de la présidence Ruto en la qualifiant de « sympathique » et « durable », malgré l'usage excessif par le gouvernement kényan de la force brutale et mortelle contre les manifestations qui ont eu lieu ces deux derniers mois, les expulsions forcées de citoyen-es de zones touchées par des catastrophes climatiques et une grande tolérance pour des exécutions extrajudiciaires par l'État (8).

Comme le suggère l'analyse de Black Alliance for Peace, « le soutien excessif et les louanges publiques accordés par le gouvernement américain au président kényan William Ruto représentent le mépris raciste que cet État colonisateur nourrit à l'égard de toute l'Afrique » (9). En acceptant les conditions défavorables des accords financiers et en exécutant sans sourciller toutes les tâches exigées par les engagements géopolitiques de l'État kényan envers les États-Unis, la

3) Nations unies Kenya, Cadre de coopération pour le développement durable des Nations unies Kenya 2022-2026.

4) "Key Questions on Kenya", International Monetary Fund, updated 22 août 2024.

5) "Kenya", International Monetary Fund, 22 août 2024.

6) Gathanga Ndung'u, "Kenya, A loyal lieutenant of imperialism", *Review of African Political Economy*, 12 décembre 2023.

7) Larmbert Ebitu, "Pan-African Masquerade: William Ruto with the Mask Off", *Black Agenda Report*, 27 septembre 2023.

8) "Remarks by President Biden and President Ruto of the Republic of Kenya at Arrival Ceremony", White House, 23 mai 2024; The Network of Mathare Community Social Justice Centres, "Joint Statement by Mathare Community Social Justice Centres", Mathare Social Justice Centre, 2 mai 2024; Agence France-Presse, "Rights groups say 118 people killed by Kenya police last year", *Voice of America*, 24 avril 2024; Agence France Presse, "118 People Killed by Kenyan Police in 2023: Rights Groups", *Barron's*, 24 avril 2024.

9) Joseph R. Biden Jr., "Memorandum for the Secretary of State", White House, 24 juin 2024.

Grande-Bretagne et d'autres puissances étrangères, le gouvernement kényan et le président Ruto ont consolidé la position du Kenya en tant que représentant de l'impérialisme occidental en Afrique – une position célébrée par le président américain Biden lors de l'annonce de la désignation du Kenya en tant qu'allié majeur non-membre de l'OTAN (10).

La place des États-Unis

Étant donné le rôle que joue le Kenya actuellement dans le domaine de la défense et de la sécurité en Haïti, en Somalie et dans la mer Rouge, les dirigeants politiques américains sont bien mieux disposés à travailler au côté de Ruto pour réprimer les manifestations contre le gouvernement et le coût de la vie actuel, afin de maintenir l'image de stabilité et de paix du Kenya aux yeux de ses investisseurs multinationaux. Face aux inquiétudes liées à la concurrence de la Chine et de la Russie en matière de répartition des marchés et des ressources naturelles, et face à la détérioration des relations entre les États-Unis et l'Éthiopie et à la

perte récente du Niger comme partenaire en termes de sécurité dans la région du Sahel, les États-Unis seront d'autant plus désireux de protéger leurs partenariats existants sur le continent. Des mesures visant à consolider ce partenariat militaire et policier sont actuellement prises sous la forme d'une proposition d'expansion de la présence militaire américaine au Camp Simba à Manda Bay, au Kenya (11).

S'assurant le soutien de la puissance militaire américaine contre les voix politiques oppositionnelles, le gouvernement kényan a déployé ses forces pour les mettre au service de l'impérialisme, en maintenant la loi et l'ordre dans des territoires occupés rendus ingouvernables par des guerres civiles et des troubles politiques générés par l'étranger. La classe dirigeante kényane a accepté d'envoyer son peuple combattre et mourir sur des terres étrangères au nom des intérêts occidentaux, sacrifiant des vies kényanes sur l'autel du capitalisme mondial en échange d'une reconnaissance politique, de l'impunité et de faveurs financières. Le pays sert de force mercenaire à l'impérialisme occidental malgré le piège de la dette qui a paralysé l'économie du Kenya et l'a rendu dépendant de l'aide financière étrangère et des prêts accordés par des bailleurs de fonds internationaux tels que le FMI et la Banque mondiale.

La dette

Toutefois, comme la dynamique du pouvoir mondial continue de consolider le pouvoir des multinationales du secteur privé et l'influence des investissements chinois et russes, la liste des créanciers qui détiennent la dette extérieure du Kenya continue de s'allonger au-delà des grandes banques situées à New York et à Londres. La Chine s'est rapidement imposée comme l'un des prêteurs et investisseurs les plus importants en Afrique (12). Selon une étude récente de l'université de Boston, depuis 2000, la Chine a prêté aux pays africains plus de 170 milliards de dollars, dont 134 milliards

proviennent des institutions chinoises finançant le développement (13). Un récent rapport du *New York Times* suggère que la Chine continue à maintenir un portefeuille de prêts qui rivalise avec celui des institutions financières de Bretton Woods (14). Selon les estimations du FMI, à la fin 2022, le Kenya devait plus de 6 milliards de dollars à la Chine au titre des prêts reçus depuis 2000.

L'achèvement du projet Lamu (un port en eau profonde reliant la côte kényane aux marchés asiatiques) ne fera que renforcer l'avantage commercial stratégique de la Chine en Afrique de l'Est. Par le biais du programme de la « nouvelle route de la soie », maritime, la Chine obtiendra un accès substantiel aux ressources et aux marchés africains en échange de la

“ *Le Kenya devait plus de 6 milliards de dollars à la Chine au titre des prêts reçus depuis 2000, plus de 7 milliards de dollars aux détenteurs d'obligations étrangères, 3,8 millions de dollars aux pays industrialisés, plus de 3 milliards de dollars à la Banque africaine de développement et 2 milliards de dollars aux banques commerciales internationales* ”

poursuite des prêts pour la « défense » et d'une base de lutte contre le terrorisme dans le nord du Kenya. Selon le Groupe de recherche et d'initiative pour la libération de l'Afrique (GRILA-Toronto), « si le Kenya ne rembourse pas la dette qu'il a contractée, ce qui semble probable, le port de Lamu deviendra bientôt un nouvel espace de souveraineté de l'État chinois en Afrique subsaharienne » (15).

Outre la coopération et l'aide financière de la Chine, le FMI a indiqué que le Kenya devait plus de 7 milliards de dollars aux détenteurs d'obligations étrangères, 3,8 millions de dollars aux pays industrialisés, plus de 3 milliards de dollars à la Banque africaine de développement et 2 milliards de dollars aux banques commerciales internationales. Les questions de souveraineté économique et d'inégalité, ainsi que l'indignation du public face à des dirigeants politiques non représentatifs et irresponsables, ont culminé dans la résistance féroce qui a tenu pendant plus de deux mois au Kenya – mais alors, que les manifestant-es construisent leur mouvement pour le changement, ils ne doivent pas perdre de vue la fluidité des dynamiques géopolitiques plus larges qui sont susceptibles d'avoir un impact sur la situation sur le terrain.

10) Voir la note 9.

11) Harry Verhoeven and Michael Woldemariam, "Who lost Ethiopia? The unmaking of an African anchor state and U.S. foreign policy", *Contemporary Security Policy* 43, n° 4 (2022): 622–50 ; Al Jazeera and News Agencies, "US agrees to withdraw troops amid Niger amid Sahel regions pivot to Russia", *Al Jazeera*, 20 avril 2024 ; Joseph Clark, "Austin Welcomes Kenya's President to Kenya Amid Long Strides in Defense Ties", U.S. Department of Defense, 24 mai 2024.

12) Un rapport de Debt Justice relativise cependant le poids de la Chine : « *La Chine pèse bien moins lourd que les créanciers privés dans l'endettement du continent. En 2022, ces derniers possédaient 35 % de la dette extérieure des pays africains, contre « seulement » 12 % pour la Chine (on parle ici des créanciers publics et privés chinois). De leur côté, les créanciers multilatéraux (principalement Banque mondiale et FMI) représentaient 39 % de la dette extérieure publique de ces pays. Par ailleurs, selon Debt Justice, la Chine prend, en moyenne, un taux d'intérêt de 2,7 % sur ses prêts aux pays africains, contre 5 % pour les créanciers privés.* » « Questions/ réponses sur la Chine : La Chine fait-elle pareil que la Banque mondiale, le FMI et les États-Unis ? », par Éric Toussaint, 17 février 2024, sur le site du CADTM.

13) "A New State of Lending: Chinese Loans to Africa", BU Global Development Policy Center, 18 septembre 2023.

14) Patricia Cohen and Keith Bradsher, "Behind the Deadly Unrest in Kenya, a Staggering and Painful National Debt", *New York Times*, 26 juin 2024.

15) Kristin Plys, "Africa-China Relations: South-South cooperation or a new Imperialism", *Review of African Political Economy*, 13 janvier 2022.

Le mode d'évaluation du progrès par la communauté internationale, à savoir le développement néolibéral et la croissance économique axée sur le marché – selon laquelle le Kenya apparaît comme le phare capitaliste de l'Afrique de l'Est – ne sont que des constructions imaginaires qui masquent les inégalités, les injustices et les trahisons politiques qui persistent soixante ans après l'indépendance. Alors que les combattants de « l'armée kényane pour la terre et la liberté » (KLFA) étaient exécutés par les forces coloniales britanniques, l'élite postcoloniale émergente – la bourgeoisie nationale qui s'est hissée au pouvoir en collaborant avec les autorités britanniques contre la KLFA – a remplacé les colons en tant que classe dominante et a amassé de vastes étendues de terres aux dépens de la majorité des habitants du pays. Comme le décrit Wairimu Gathimba, de la même façon que le secteur privé et les acteurs internationaux ont profité matériellement et économiquement des terres ailleurs en Afrique, le Kenya a connu de son côté la colonisation de ses terres pour le commerce agricole, l'extraction des ressources naturelles et « le grand mensonge de la conservation » (16), faisant de la terre kényane un lieu où les maîtres impériaux perdurent (17).

La classe compradore et l'élite politique continuent de se mettre, et la terre kényane avec elles, à la disposition du capital multinational et des intérêts étrangers, favorisant les intérêts d'une minorité et laissant le peuple déclarer « not yet Uhuru », c'est-à-dire pas encore de libération, pas encore de souveraineté sur les terres ancestrales, et pas encore la priorité aux besoins du peuple. La courte histoire de la nation a montré que, tant que les promesses de décolonisation politique et économique ne seront pas pleinement réalisées, le gouvernement kényan continuera à se heurter à la fureur de son peuple et à son désir ardent de forger un changement social vers une indépendance inclusive, équitable et juste.

Allumer la résistance

Le 18 juin, les citoyens kényans ont déplacé dans la rue les critiques, les discussions et les délibérations qui bouillonnaient sur internet depuis plus d'un an. Dans les mois qui ont précédé la manifestation initiale #RejectFinance-Bill2024, la jeunesse kényane a utilisé les réseaux sociaux pour partager des

informations, critiquer collectivement la corruption du gouvernement et discuter des notions de souveraineté, d'organisation politique et de leur responsabilité constitutionnelle de lutter collectivement pour une société libre et juste. En utilisant les réseaux sociaux, les Kényans de la génération Y et de la génération Z (18) ont revendiqué un espace virtuel à la fois en dehors du domaine politique conventionnel et éloigné de l'interface formelle avec le gouvernement. Leur utilisation de ces espaces virtuels a

Après une semaine d'agitation publique et la prise d'assaut du Parlement kényan par des milliers de manifestants le 25 juin, le soulèvement a abouti à sa première et principale revendication, le rejet total du projet de loi de finances (19). Au moins dix-neuf personnes ont été tuées par la police dans le chaos qui a entouré la prise du Parlement par le peuple, ce qui a finalement abouti au retrait du projet de loi par le président Ruto le jour suivant. Si le 25 juin restera sans aucun doute dans les mémoires comme une victoire historique pour le peuple kényan,



Le secrétaire d'État des États-Unis Antony Blinken s'entretient avec le président kényan William Ruto en marge du Sommet des dirigeants américains et africains à Washington, le 15 décembre 2022. © U.S. Department of State from United States – Domaine public.

contribué à la participation au mouvement d'un grand nombre d'acteurs, a fourni une voie alternative pour générer une critique de masse et a encouragé un engagement direct et collectif des citoyens vis-à-vis de l'État.

La jeunesse kényane a fait du cyberspace un terrain de résistance où elle continue à se mobiliser, à élaborer des stratégies et à inciter ses concitoyens à descendre dans la rue. Si les premières étapes de ce soulèvement ont une nouvelle fois montré la capacité indéniable des réseaux sociaux à mobiliser les gens à des fins politiques, la question de leur capacité à se prémunir contre la désinformation et la polarisation reste préoccupante. Les risques importants de surveillance par le secteur privé et de répression d'État rendent incertaine la viabilité des réseaux sociaux en tant qu'espace d'organisation radicale.

le succès de la campagne #RejectFinance-Bill2024 a également fait retomber l'énergie généralisée du soulèvement.

Les discussions en ligne et les manifestations qui ont suivi à Nairobi et dans tout le pays sous le mot d'ordre #RutoMustGo ont eu moins d'impact. Alors que certains

16) Lire *Le grand mensonge de la conservation*, de John Mbari et Mordecai Ogada, 2016.

17) Wairimu Gathimba, "Kenya at 60: Field notes from the neocolony, and the civilising politics of betterment in the Ruto Hustler era", *African Arguments*, 14 décembre 2023 ; Barbara Plett Usher and Farouk Chothia, "Kenya's president withdraws tax plan after deadly protest", *BBC News*, 27 juin 2024.

18) Respectivement les personnes nées entre le début des années 1980 et le milieu des années 90 et les personnes nées entre le milieu des années 1990 et le début des années 2010.

19) Evelynne Musambi, "Anti-tax protesters storm Kenya's parliament, drawing police fire as president vows to quash unrest", *Associated Press*, 25 juin 2024 ; Barbara Plett Usher and Farouk Chothia, "Kenya's president withdraws tax plan after deadly protest", *BBC News*, 17 juin 2024.

citoyens se sont retirés dans la sécurité des espaces politiques virtuels sur les réseaux sociaux, d'autres continuent à s'organiser à la fois virtuellement et dans leurs communautés – en partageant leurs mécontentements, en élaborant des actions collectives et en consolidant leurs demandes de changement social. Les manifestations antigouvernementales décentralisées ont persisté dans tout le pays, affirmant les demandes renouvelées du peuple pour un leadership responsable, une justice économique et une souveraineté nationale libre de toute ingérence internationale.

Une révolte ancrée

Dans une récente interview accordée au podcast *Africa Stream*, Booker Ngesa Omole, vice-président et Secrétaire national à l'organisation du Parti communiste du Kenya, a expliqué que le parti utilisait l'analogie de l'eau bouillante pour illustrer le fait que le soulèvement repose sur des efforts d'organisation de longue haleine ; tout comme une casserole d'eau ne bout pas tant qu'une chaleur constante ne l'a pas portée à ébullition, le soulèvement populaire et les manifestations en cours sont le fruit d'années de lutte et d'organisation (20). Depuis la lutte en 2010 pour l'adoption d'une Constitution démocratique, multipartite et privilégiant le peuple – concluant un processus qui a débuté dans le cadre de la résolution du conflit violent qui a suivi les élections de 2007 – les Kényan-es se sont organisés dans le cadre de ce que Njuki Githethwa appelle la cinquième vague de mouvements sociaux en faveur d'un constitutionnalisme consolidé et de

20) "Pan-African Attitude Ep 11. – Kenya's Anti-Finance Bill Protest", YouTube video, 1:13:45, publié par Africa Stream le 28 juin 2024 ; Communist Party of Kenya (website).

21) Njuki Githethwa, "Vistas of the emerging social movement in Kenya", *Ukombozi Review*, 19 janvier 2021.

22) Peter Muiruri, "Death-toll rises as Kenya's cost-of-living protests continue", *Guardian*, 21 juillet 2023.

23) Agence France-Presse, cf. note 8.

24) Zachary Patterson, "Institutional failure, police brutality, and the quest for climate justice in Kenya", *Review of African Political Economy*, 16 mai 2024.

25) "Kenya: The resurgence of teacher protests and infighting within civilian and security institutions", Armed Conflict Location and Event Data Project, 24 mai 2024.

26) Sharon Resian, "Teacher Strike Looms Amid Calls For The CBA Agreement To Be Fulfilled", *Capital News*, 12 août 2024.



Le centre de justice sociale de Mathare (MSJC) est une initiative de jeunes membres de la communauté visant à promouvoir la justice sociale à Mathare.

la justice au sein de l'ordre social et politique existant (21).

Aboutissement d'années de résistance, dont la lutte pour l'indépendance et le triomphe du peuple sur la dictature autoritaire, la Constitution de 2010 limite le pouvoir exécutif, équilibre l'autorité et garantit les droits des femmes, des minorités et des communautés marginalisées, ouvrant ainsi la voie à un système politique plus inclusif et à une participation citoyenne protégée. À l'instar de la bataille pour la démocratie constitutionnelle, le soulèvement actuel n'est pas le fruit d'un catalyseur isolé. La proposition de loi fiscale (Finance Bill 2024) n'est que l'un des nombreux griefs enflammés qui incluent l'exploitation, l'oppression et le mépris du peuple.

L'agitation bouillonnante contre les inégalités et les injustices est visible depuis plus d'un an. Comme actuellement, des marches contre le coût de la vie ont eu lieu dans les rues de Nairobi l'été dernier, lorsque l'ancien Premier ministre Raila Odinga, aujourd'hui dans l'opposition, a rallié les citoyens en colère pour protester contre les nouvelles augmentations d'impôts (22).

Depuis son élection, le président Ruto a affirmé à plusieurs reprises qu'il voulait mettre fin à la violence et à la terreur provoquées par la police kényane. Pourtant, selon les défenseurs des droits humains, 130 personnes ont été assassinées en 2022 et 118 ont été victimes d'exécutions extrajudiciaires l'année dernière (23). Les abus de pouvoir constants et l'usage excessif de la force ont influencé la

campagne de justice sociale en cours contre les exécutions policières illégales, les enlèvements et les disparitions. En avril 2024, après que des inondations dévastatrices ont submergé des communautés le long de la rivière Mathare – affectant très durement les plus démunis des habitants de Nairobi et forçant des milliers de personnes à travers le pays à fuir et à chercher refuge – le gouvernement a ignoré les appels à l'aide et a préféré saisir des terres et raser des maisons pour éviter de nouvelles catastrophes et encourager des

investissements rentables au bord de la rivière, là où se trouvaient autrefois ces résidences informelles d'Eastlands.

La population a rapidement réagi au mépris et à la mauvaise gestion du gouvernement, en lançant une campagne contre la brutalité de l'État et en portant dans les rues ses revendications en matière de dignité et de droit au logement (24). Les manifestations d'enseignant-es ont également repris en avril, les dirigeant-es des syndicats de tout le pays ont souligné les problèmes sectoriels concernant les salaires, les contrats et le statut des travailleur-ses (25). Le conflit entre le gouvernement et le Kenya Nation Union of Teachers (KNUT) persiste et une grève nationale des enseignants est imminente, tandis que des appels sont lancés au président Ruto pour qu'il mette pleinement en œuvre les termes de l'accord de la convention collective 2021-2025 (26).

Un mois plus tôt, près de quatre mille médecins du secteur public de la santé se sont mis en grève pendant près de deux mois pour demander au gouvernement

“ Lorsque nous perdons notre peur, ils perdent leur pouvoir. ”

d'approuver une convention collective vieille de 2017 et une amélioration du droit du travail (27). De plus, les défenseurs du climat continuent d'organiser des manifestations publiques de manière régulière en réponse à l'expansion de l'industrie des combustibles fossiles à Kisumu (28). Avec l'éclosion de contestations et de griefs divers, un mouvement de masse exigeant le changement a pris de l'ampleur.

Cartographie de la trajectoire de la résistance

Le soulèvement des jeunes qui a fait échouer le Projet de loi de finances 2024 s'est transformé en un mécontentement généralisé contre les profonds problèmes socio-économiques. Le soulèvement a révélé les points de faiblesse du gouvernement et a effacé l'image fautive selon laquelle la jeune génération serait apolitique. Au contraire, le soulèvement marque l'éveil politique et la prise de pouvoir d'une génération qui ne vivra plus dans la pauvreté et l'humiliation, ni ne sera réduite au silence ; c'est l'affirmation d'une génération qui se lève, dans ce moment de rupture dans l'histoire politique du Kenya, pour exiger la dignité et la justice pour les masses.

Jusqu'à présent, elle est restée fidèle à ce qu'elle revendique : être sans chef, sans tribu et sans peur. Malgré la répression violente de la police et de l'État, les citoyen-es continuent de se rassembler, de manifester et de présenter des péti-

tions aux dirigeants – allant même jusqu'à danser dans les rues pour célébrer leur énergie et leur unité dans leur lutte pour la justice et l'égalité. Leur courage et leur détermination sont évidents, comme en témoigne la vidéo virale de la coordinatrice du Mathare Social Justice Centre, refusant d'être arrêtée et déclarant : « lorsque nous perdons notre peur, ils perdent leur pouvoir » (29). Il n'y a pas de meilleur slogan pour ce mouvement mené par les jeunes dans ce moment révolutionnaire de l'histoire kényane.

Par des discussions politiques et d'organisation dans des espaces virtuels, les *digital natives* (30) kényans – une population composée de jeunes des générations Y et Z – attisent les flammes d'un changement social radical, identifiant à juste titre leur manque de contrôle sur leur travail et son produit (c'est-à-dire le paiement des impôts), et demandant à être libérés des décennies de violence économique, d'extractivisme occidental et d'impérialisme auxquels la classe politique est reliée depuis l'indépendance. En élargissant ses perspectives et en construisent des coalitions larges, le mouvement de masse exige du gouvernement qu'il donne la priorité aux intérêts du peuple et qu'il construise un pays dans lequel elles et ils puissent vivre, travailler et s'épanouir.

De la KLFA (31) dans les années 1950 au Mouvement du Douze Décembre - Mwakenya (DTM, un mouvement marxiste clandestin) dans les années 1980, des voies alternatives ont été tracées avant, pendant et après l'indé-

pendance du Kenya. La lutte actuelle a produit un nouvel espoir collectif capable de construire une alternative politique, mais l'histoire suggère qu'une organisation centralisée, une clarté politique et un programme politique produisant de l'homogénéité seront nécessaires pour que le peuple se lève avec cohésion et se libère.

Selon Njuki Githethwa, la manière dont ce soulèvement sera orienté vers un ordre social radical et juste dépend de la capacité des forces sociales, des organisations radicales et des mouvements révolutionnaires à chevaucher la dynamique actuelle (32). On observe déjà une dynamique qui va dans cette direction avec la formation du Comité national provisoire de coordination de l'Assemblée populaire (NCCPA), un front uni composé de divers mouvements et organisations politiques de gauche, comme le Parti communiste du Kenya, la Ligue socialiste révolutionnaire, Kongomano la Mapinduzi, des groupes d'étudiants, des centres pour la justice sociale et des collectifs féministes.

27) Kahura Mundia, "Kenyan doctors' strike: the government keeps failing to hold up its end of the bargain", *Conversation*, 26 avril 2024.

28) Kisumu est la troisième plus grande ville du Kenya après Nairobi et Mombasa. Créée en 1901 par les Britanniques comme point d'embarquement et de débarquement, à bord de ferries, du chemin de fer entre Mombasa et l'Ouganda, elle est aussi le port lacustre le plus important du lac Victoria. "Kenya: Climate activists march against fossil fuel industry," *Africanews*, 19 avril 2024.

29) MSJC est une organisation communautaire située dans l'un des plus grands quartiers informels du Kenya, qui milite en faveur de la justice sociale par le biais de l'organisation communautaire, de campagnes et de la documentation sur les violations des droits humains. Instagram post by Gloria Eyo (Maduka) (@thegloriaeyo), 19 juin 2024.

30) *Digital natives* est une expression américaine désignant la génération ayant grandi en même temps que le développement d'Internet. On considère généralement que les *digital natives* sont nés entre 1980 et 2000 et sont des utilisateurs-nés naturels et intensifs d'Internet et des téléphones portables.

31) L'Armée pour la terre et la liberté du Kenya (KLFA), également connue sous le nom de Mau Mau, est un mouvement indépendantiste kényan qui a lutté contre la domination coloniale britannique au Kenya pendant la rébellion des Mau Mau, de 1952 à 1960. Le KFLA a été dirigé par Dedan Kimathi pendant la majeure partie de son existence. Au bout de quatre ans, les forces britanniques ont réussi à détruire militairement la KFLA, et Kimathi a été capturé et exécuté en 1957. Bien que la rébellion des Mau Mau ait été finalement réprimée, elle a joué un rôle majeur dans l'obtention de l'indépendance du Kenya, qui a eu lieu en 1963.

32) Njuki Githethwa, "Everything must fall, everything must change", *Review of African Political Economy*, 8 juillet 2024.



Le 18 juin, de nombreux Kényans ont manifesté pour protester contre le projet de loi de finances punitif de 2024. Photographie issue du site du MSJC.



Photographie issue du site du MSJC.

Alors que les citoyens concernés continuent de délibérer et de s'éduquer mutuellement dans des espaces virtuels, les activistes de gauche construisent organiquement le mouvement en partant de la base avec les membres de la communauté. Dans un entretien récent avec le podcast « Millennials are Killing Capitalism », Wanjira Wanjiru explique qu'une coalition nationale d'organisations de gauche a lancé une série de réunions publiques afin d'éduquer et de mobiliser les masses pour construire une perspective révolutionnaire (33). Avant la marche de NaneNane du 9 août (34), le « Social Justice Centres Working Group » (SJCWG) – un mouvement populaire basé à Nairobi et composé de plusieurs centres communautaires de justice sociale qui défendent une démocratie inclusive et les droits humains – a commencé à organiser des assemblées populaires régulières. Organisées dans les centres de justice sociale de la ville, ces assemblées

33) « Wanjira Wanjiru on #RutoMustGo Protests in Kenya », YouTube video, 50:02, posted by "Millennials are Killing Capitalism", 13 août 2024.

34) Initialement, la journée Nane Nane, qui se déroule le 8 août, vise à reconnaître la contribution des agriculteurs à l'économie nationale tanzanienne. Nane Nane signifie « huit huit » en swahili, la langue nationale de la Tanzanie (et du Tanganyika et du Zanzibar, les deux pays dont l'union a donné naissance à la République unie de Tanzanie en 1964).

35) Citizen Reporter, "Nane Nane: 174 Reporters Arrested, As Police Claim They Were Not Notified Of Demos", *Citizen Digital*, 8 août 2024.

permettent aux Kényan-es de se réunir, de discuter des problèmes, de partager des idées et d'élaborer des stratégies pour aller de l'avant collectivement.

Le fait de se réunir dans des forums publics pour apprendre et construire ensemble un mouvement radical est, en soi, une forme de résistance à l'individualisme promu par le néolibéralisme croissant de la société kényane. Cependant, pour que cette résistance soit efficace dans la poursuite d'un changement radical, elle doit continuer à aller au-delà de son infrastructure décentralisée actuelle et de ses actions spontanées. Le mouvement partage une histoire face à l'exploitation et à l'oppression coloniale; cette identité commune peut être mobilisée pour bâtir la conscience d'une force collective pour un nouveau possible.

Bien que la vitalité du mouvement soit encourageante, le test de toute opposition est sa capacité à se maintenir sur la durée. Pour maintenir le succès global du mouvement face à une élite dirigeante bien organisée et disposant de ressources suffisantes, il faudra une organisation politique consolidée, une pensée stratégique révolutionnaire et une discipline tactique. Il est trop tôt pour savoir dans quelle direction le mouvement actuel au Kenya pourrait s'orienter, car la répression violente et les arrestations de manifestant-es se poursuivent à chaque action collec-

tive (35). La victoire contre le Projet de loi de finances 2024 a ravivé la démocratie populaire dans le pays, et les organisateurs saisissent le moment pour donner un sens concret à la faillite de la rhétorique sur la « démocratisation » et la « bonne gouvernance » en Afrique.

La coalition nationale est confrontée à de nombreux obstacles alors qu'elle s'efforce d'élargir le mouvement et de consolider la lutte dans le cadre d'un programme idéologique et politique commun. L'État

construit un discours prétendant que le mouvement est inorganisé, limité car spontané, et manquant de vision politique ou de stratégie cohérente. De nombreux acteurs de la société civile et d'ONG financés par l'Occident se sont fait l'écho de ce discours, encourageant les progressistes et les révolutionnaires à rester inorganisés face aux réalités matérielles, à s'identifier au leadership central et à rechercher des réformes politiques et des solutions institutionnelles conventionnelles pour leurs revendications.

Une analyse marxiste approfondie affirmerait à juste titre que les grands idéaux prétendument nécessaires à l'organisation d'un mouvement de masse ne font que refléter la réalité matérielle et donc indirectement font appel aux relations et dynamiques matérielles. Il n'est pas certain que ce mouvement adopte une orientation socialiste – mais le fait de révéler les changements sociaux radicaux nécessaires pour parvenir à une souveraineté politique et économique juste et équitable pour le Kenya et son peuple, doit empêcher l'État, la finance mondiale et leurs alliés géopolitiques d'obscurcir l'avenir que les Kényans méritent. Pour ce faire, il faut adopter un point de vue révolutionnaire et anti-impérialiste que seule une perspective marxiste peut mettre en lumière. ■

Le 3 septembre 2024

Il est essentiel de lutter contre l'extrême droite au Pakistan et dans la région

La récente rébellion étudiante au Bangladesh a mis en lumière l'instabilité qui touche l'Asie du Sud. Pour en savoir plus sur la situation politique dans la région, Israel Dutra a interviewé l'un des plus grands noms de la gauche pakistanaise, Farooq Tariq, qui est également un dirigeant de la Quatrième Internationale.

Entretien d'Israel Dutra avec Farooq Tariq*

Peux-tu nous parler de la situation politique actuelle au Pakistan ?

Le Pakistan présente aujourd'hui l'image d'un chaudron bouillonnant marqué par une crise économique qui s'aggrave et par des soulèvements sociaux et politiques dans ses zones périphériques. Cette situation est exacerbée par les problèmes liés au changement climatique, qui représente une menace existentielle pour le pays. La situation politique globale présente un tableau sombre, marqué par le contrôle total de l'armée sur l'État et la société, mais les mouvements sociaux et politiques qui ont lieu dans des régions périphériques, comme dans la province du Baloutchistan, donnent une lueur d'espoir. Le mouvement politique dans la province pakistanaise du Baloutchistan est dirigé contre le contrôle autoritaire et la mainmise de l'élite de l'État pakistanaise sur la population ethnique baloutche. En dépit d'une forte répression et d'une occultation totale de ces manifestations par les grands médias, le mouvement politique du Baloutchistan a attiré l'attention des jeunes et continue d'inspirer d'autres ethnies dans le reste des provinces.

Les douzièmes élections générales du Pakistan, qui se sont tenues le 8 février 2024, ont débouché sur une coalition gouvernementale de droite, soutenue par les puis-

sants secteurs institutionnels du renseignement militaire, ce qui pourrait lui offrir une stabilité politique temporaire malgré un contexte de crises persistantes. Les candidats indépendants affiliés au Pakistan Tehreek-e-Insaf (Mouvement du Pakistan pour la justice, PTI), le parti de l'ancien Premier ministre emprisonné Imran Khan (1), ont remporté la plupart des sièges élus au suffrage universel direct, mais n'ont pas réussi à obtenir la majorité ou à former une coalition. La Ligue musulmane du Pakistan (PML-N) et le Parti du peuple pakistanais (PPP) ont remporté moins de sièges, mais ont été renforcés par des sièges réservés en vertu des quotas constitutionnels. Shehbaz Sharif, de la PML-N, a été choisi comme Premier ministre, tandis qu'Asif Ali Zardari, du PPP, est devenu président.

La coalition est confrontée à des décisions économiques difficiles, notamment l'élargissement de la collecte des impôts et la réduction des subventions aux carburants afin d'obtenir un renflouement du FMI.

Le nouveau gouvernement de coalition au Pakistan aura besoin d'un soutien important de la part de l'armée et des services de renseignement pour gérer les défis posés par les partisans de M. Khan et les profondes difficultés économiques du pays. Malgré les appels lancés à l'armée pour qu'elle se tienne à l'écart de la politique, elle reste l'institution la plus puissante du Pakistan et exerce une forte influence sur la gouvernance, la politique



Farooq Tariq

Farooq Tariq, militant de la Quatrième Internationale, a été secrétaire général puis porte-parole de l'Awami Workers Party, formé en 2012, après avoir dirigé le Labour Party Pakistan (LPP). Il est le coordinateur de Lahore Left Front (Front de gauche de Lahore).

Israel Dutra est sociologue, secrétaire aux mouvements sociaux du PSOL, membre de la direction nationale du parti et du Mouvement de la gauche socialiste (MES/PSOL).

Ce texte a été publié par la revue *Movimento*, et traduit du portugais par Luc Mineto.

étrangère et la sécurité nationale. Les critiques de M. Khan ont affaibli le soutien de l'opinion publique à l'armée, même parmi les groupes qui lui étaient auparavant favorables, poussant les forces armées à collaborer plus étroitement avec les poli-

1) Imran Khan est un joueur international de cricket et un homme d'État pakistanaise, Premier ministre de 2018 à avril 2022. Il a été destitué, vraisemblablement sous l'influence des États-Unis, en raison de sa position neutre sur la guerre en Ukraine. Le lendemain, lui et sa femme ont été condamnés à 14 ans de prison pour corruption, puis à sept ans de prison ferme pour s'être mariés sans avoir attendu un délai de trois mois après le divorce de celle-ci.

ticiens pour préserver leur position dominante. L'ingérence historique de l'armée a contribué à la stagnation économique. Mais cette fois, la menace du mouvement de Khan pourrait dissuader les militaires de renverser le nouveau gouvernement Sharif, qui pourrait disposer de capacités de résistance face à de telles tentatives.

Le pays est confronté à la dette extérieure considérable de 123 milliards de dollars et doit rembourser 78 milliards de dollars d'ici 2026. L'économie pakistanaise souffre de déficits budgétaires et commerciaux chroniques, de faibles recettes fiscales et d'une croissance insuffisante des exportations. Les réserves de devises étrangères couvrent à peine quelques mois d'importations. Le pays est fortement tributaire des prêts du FMI, empruntant 23 fois depuis 1958, principalement pour couvrir des dettes antérieures plutôt que pour investir dans le développement économique.

Les groupes terroristes djihadistes, initialement tolérés dans les conflits avec l'Inde, sont devenus une menace majeure pour la sécurité du Pakistan. Depuis 2000, le pays a subi plus de 16 600 attaques terroristes, qui ont fait près de 68 000 morts, dont 1 080 rien qu'en 2023. Le Tehrik-i-Taliban Pakistan (TTP) constitue actuellement la menace la plus importante, exacerbée par le retour au pouvoir des talibans afghans, qui continuent de soutenir Al-Qaïda et d'abriter le TTP. Le nouveau gouvernement pakistanaise s'est engagé à mettre en œuvre un plan global de lutte contre le terrorisme ciblant tous les groupes extrémistes, bien que les efforts passés n'aient pas été suffisants. Cette fois-ci, la nécessité de progrès économiques pourrait conduire à une action plus décisive, ouvrant poten-

tiellement la porte à une amélioration des relations et du commerce avec l'Inde, ce qui pourrait contribuer à atténuer les défis économiques du Pakistan.

Peux-tu expliquer comment le phénomène de l'extrême droite se manifeste au Pakistan et dans la région ?

Au Pakistan, l'extrême droite se manifeste sous la forme de groupes religieux extrémistes et islamistes, notamment le TTP, un groupe religieux d'extrême droite qui exerce une influence considérable sur le plan social et politique. Il est important de comprendre que les forces de droite et d'extrême droite au Pakistan ont toujours été de mèche avec le puissant appareil militaire pakistanais depuis le jihad afghan des années 1980.

C'est le troisième dictateur notoire du Pakistan, le général Muhammad Zia-ul-Haq (2), qui a intégré les forces d'extrême droite en leur offrant une législation favorable et des tribunes politiques et sociales. Les politiques de Zia, comme l'ont noté plusieurs spécialistes, ont abouti à la « déobandisation » de l'État — la secte Deoband étant l'une des ramifications radicales et littéralistes de l'islam traditionnel. C'est pourquoi les factions deobandi exercent une influence considérable par le biais de la rhétorique religieuse, en se concentrant sur des questions telles que les lois sur le blasphème et le sentiment anti-Ahmadiyya (3). Ces groupes ont parfois démontré leur pouvoir en organisant de grandes manifestations. Certaines de ces factions ont également été utilisées par l'appareil militaire pour susciter une opposition politique à l'encontre de certains partis politiques traditionnels. Un exemple de cela s'est produit lors des élections de 2018, lorsque le PML-N s'est brouillé avec l'appareil militaire et que ce dernier a utilisé le TTP pour diviser les électeurs dans la province du Pendjab, qui était le principal centre d'électeurs du PML-N.

La violence sectaire entre musulmans sunnites et chiites est également une manifestation majeure de l'extrême droite au Pakistan. Des groupes comme le Lashkar-e-Jhangvi (LeJ) et le Sipah-e-Sahaba Pakistan (SSP) ciblent depuis longtemps les commu-

nautés chiites, ce qui entraîne des cycles de violence et de représailles. Ces tensions sectaires sont souvent exacerbées par les dynamiques régionales, en particulier la rivalité entre l'Arabie saoudite à majorité sunnite et l'Iran à majorité chiite.

Dans l'Inde voisine, la situation n'est pas différente. L'extrême droite est étroitement associée au nationalisme hindou, en particulier au Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS) et à son aile politique, le Bharatiya Janata Party (BJP). Ce mouvement promeut l'idéologie de l'Hindutva, prône un État hindou et prend souvent pour cible les minorités religieuses, en particulier les musulmans et les chrétiens.

Quel a été l'impact du soulèvement étudiant au Bangladesh ?

Alors que l'attention s'est largement focalisée sur les mobilisations relatives aux quotas, une litanie de griefs s'est accumulée à l'encontre du gouvernement

de Hasina Wazed au Bangladesh. Sous le règne de Hasina, le Bangladesh a connu une croissance du PIB, mais cela ne s'est pas traduit par un bien-être économique pour de nombreux Bangladais. Le manque d'op-

portunités, le taux de chômage élevé chez les jeunes et l'inflation galopante sont des sources de tensions permanentes.

Parallèlement, bien que la Ligue Awami (4) ait adopté une politique de tolérance zéro à l'égard de la corruption, du blanchiment d'argent, des pots-de-vin et du népotisme, des scandales ont éclaboussé les ministres du gouvernement. Depuis sa victoire écrasante en 2008, la Ligue Awami a attaqué la démocratie. Par exemple, en 2011, le gouvernement a mis fin à un accord qui permettait à une administration intérimaire de 90 jours, composée de technocrates, d'organiser des élections et de superviser les transferts de pouvoir. La répression des contestations s'est également accrue. Le harcèlement et la détention de militant-es, de personnalités de l'opposition et de défenseur-ses des droits humains sont devenus plus fréquents. Parallèlement, toute critique du gouvernement, y compris la satire et les messages sur les réseaux sociaux, a été criminalisée.

Selon moi, le renversement du gouvernement d'Hasina a créé un vide important

“Le pays est confronté à la dette extérieure considérable de 123 milliards de dollars et doit rembourser 78 milliards de dollars d'ici 2026.”

2) Muhammad Zia-ul-Haq a été, en tant que chef de l'armée depuis 1976, l'instigateur en 1977 d'un coup d'État contre le pouvoir civil et a dirigé le pays jusqu'à sa mort en 1988 dans le crash de son avion, un « sabotage probable ».

3) L'ahmadisme est un mouvement traditionniste – un courant de l'islam – fondé par Mirza Ghulam Ahmad à la fin du 19^e siècle au Pendjab, alors sous domination britannique. Mirza Ghulam Ahmad, musulman, fait la paix avec les Anglais et stoppe tout prosélytisme en se présentant comme une réapparition du Messie pour les chrétiens, avatar de Vishnou pour les hindous. À partir de 1889, Ahmad proclame qu'Allah lui a confié la tâche de restaurer l'islam dans sa pureté et il se déclare mujaddid (« rénovateur »), muhaddith (« traditionniste »). Cette position fait de l'ahmadisme un mouvement vivement combattu par les courants majoritaires de l'islam pour lesquels Mahomet est le dernier prophète.

4) Ligue du Peuple du Bangladesh, dont la dirigeante est Sheikh Hasina Wazed.



Manifestation en faveur d'Imran Khan, le 11 avril 2022. © By Voice of America – Public Domain

au Bangladesh, qui sera probablement comblé par l'appareil militaire et les forces religieuses. Il est important de rappeler que les manifestations étudiantes au Bangladesh n'étaient pas organisées ; il s'agissait de soulèvements spontanés d'étudiant-es qui n'étaient soutenus par aucun parti politique. Eu lendemain des manifestations, les deux forces organisées au Bangladesh restent l'armée et les partis politiques religieux. Il est très probable qu'ils contrôleront le paysage politique. Cela ressemble beaucoup à ce qui s'est passé en Égypte au lendemain du Printemps arabe. Les manifestations ont vu la fin de décennies de régime dictatorial de Hosni Moubarak, mais une fois qu'il a été éliminé, le parti de droite que sont Frères musulmans (al-Ikhwān al-Muslimūn) est arrivé au pouvoir, avant d'être renversé par l'armée. Le cycle s'est alors achevé. Le peuple a protesté et a organisé une révolution contre la dictature de Moubarak, mais il s'est retrouvé à nouveau sous un régime dictatorial parce que les seules forces organisées étaient soit les partis religieux, soit l'appareil militaire.

Quelle est ton analyse du gouvernement de Narendra Modi en Inde ?

Les résultats des récentes élections en Inde ont marqué un changement important dans le paysage politique du pays. Le BJP de Narendra Modi a perdu sa majorité absolue pour la première fois en dix ans, et l'opposition a fait un retour en force. Malgré la réélection de Modi au poste de Premier ministre, son pouvoir est perçu

affaibli, car il s'appuie désormais sur des partenaires de coalition pour former le gouvernement. Cette élection a été perçue comme un rejet de l'autoritarisme de Modi, qui a été critiqué pour avoir sapé la démocratie, étouffé les contestations et concentré le pouvoir.

Pour comprendre Modi et son BJP, il est important d'analyser son organisation mère, le RSS (5). Le RSS a suivi une approche méthodique et stratégique de sa vision à long terme depuis ses débuts, en particulier au Gujarat. Dans les années 1940, le RSS s'est considérablement développé dans l'État et le nombre de ses membres a augmenté rapidement. Dans les années 1960, les dirigeants du RSS ont commencé à promouvoir un discours sur la masculinité hindoue agressive, ce qui a contribué à accroître les tensions entre hindous et musulmans. Ces tensions ont culminé avec les violentes émeutes de 1969, marquées par des violences à grande échelle contre les musulman-es et des agressions sexuelles contre les femmes musulmanes. Modi, qui a rejoint le RSS dans sa jeunesse, a été fortement influencé par son nationalisme religieux intransigent. À la fin des années 1980, il est devenu une figure importante du RSS et du BJP et a joué un rôle clé dans la promotion des causes nationalistes hindoues, notamment la campagne pour la construction d'un temple sur le site de la mosquée Babri, qui a finalement été détruite par des extrémistes hindous en 1992.

Au cours des dernières décennies, le RSS a de plus en plus influencé la politique indienne, en particulier grâce à son association étroite avec le BJP. Le RSS a tiré parti de son vaste réseau pour mobi-

liser les électeurs hindous et influencer sur les décisions politiques et éducatives clés. Sous la direction du BJP depuis 2014, le RSS a nommé des dirigeants d'université, révisé les manuels scolaires pour refléter les opinions majoritaires hindoues et a été consulté sur des questions politiques importantes. Malgré les récentes tentatives du BJP de prendre ses distances avec le RSS, le réseau de base de ce dernier reste crucial. L'avenir de la démocratie indienne, avec ses traditions multiculturelles et laïques, est confronté aux défis de ce programme nationaliste hindou dominant.

Tu es l'une des principales références contemporaines de la Quatrième Internationale. Peux-tu nous parler de ton parcours ?

J'étais étudiant et militant de gauche à l'université du Punjab, où j'ai été élu président du syndicat des étudiants du département de psychologie appliquée. J'ai aidé à mener plusieurs batailles contre des fanatiques religieux et j'ai dû quitter le pays après qu'un de mes articles a révélé la conspiration entre la direction de droite du PPP et des hauts gradés de l'armée à la fin de l'année 1977.

J'ai passé huit ans en exil, puis je suis revenu au Pakistan, bien que j'aie eu la possibilité de devenir citoyen des Pays-Bas et d'y rester. Je suis devenu secrétaire général du Labour Party Pakistan, puis du Awami Workers Party, de 1997 à 2019. J'ai quitté l'AWP pour créer un nouveau parti politique, le Haqooq-e-Khalq Party (HKP, Parti des droits du peuple). Je suis le président du HKP. Je suis également secrétaire général du Pakistan Kissan Rabita Committee (PKRC, Comité de coordination des paysans). Le PKRC est la seule organisation pakistanaise affiliée à La Via Campesina. Je dirige également l'équipe asiatique du Forum des peuples Asie-Europe et je suis impliqué dans plusieurs autres plateformes régionales et internationales. ■

Le 30 août 2024

5) Le Rashtriya Swayamsevak Sangh, en français « Organisation volontaire nationale » est un groupe nationaliste hindou d'extrême droite et paramilitaire fondé en 1925. Le RSS a été fondé comme un groupe éducatif destiné à forger l'unité de la communauté hindoue, à lutter contre le colonialisme britannique et à supprimer le séparatisme musulman. Le Bharatiya Jana Sangh a été créé en 1951 comme branche politique du RSS, pour concurrencer le Parti du Congrès.

Le début de la fin de l'essor de la Chine ?

Dans cet entretien avec Federico Fuentes pour LINKS International Journal of Socialist Renewal, Au Loong-Yu discute des facteurs qui ont alimenté l'essor économique phénoménal de la Chine, de la manière dont ils ont commencé à s'épuiser et de l'importance du « mouvement des feuilles blanches » qui, selon lui annonce une nouvelle période dans la politique chinoise.

Entretien de Federico Fuentes avec Au Loong-Yu*

Peux-tu nous présenter les facteurs clés qui permettent d'expliquer l'essor économique phénoménal de la Chine au cours des dernières décennies ?

L'essor de la Chine a été spectaculaire. Au cours des 20 à 30 dernières années, la croissance annuelle moyenne du PIB (produit intérieur brut) de la Chine a été d'environ 10 %, ou juste un peu moins. Cela signifie que la Chine a réussi à doubler son PIB tous les huit ans. D'une manière générale, tout pays sous-développé qui parvient à transformer un grand nombre de petits agriculteurs en ouvriers d'usine en si peu de temps connaît une forte croissance économique, en raison de l'écart important de productivité entre les deux secteurs. Il n'est toutefois pas facile d'y parvenir, car cela nécessite une quan-

tité énorme de capitaux. À mon avis, il y a trois facteurs importants qui, bien qu'insuffisants pour expliquer complètement ce phénomène, sont indispensables – et pourtant souvent négligés – pour expliquer cette croissance rapide.

Le premier d'entre eux est le taux d'investissement de la Chine qui, en proportion de son PIB, est le plus élevé au monde. La capacité de la Chine à maintenir un taux d'investissement aussi élevé pendant une période aussi longue est sans précédent. Au cours des 20 à 30 dernières années, le taux d'investissement de la Chine est resté supérieur à 40 %, avec un pic à 45-46 % en 2014-2015. Certains lecteurs se souviendront peut-être de ce qui a été qualifié de « miracle économique » chez les « quatre dragons » : Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong et Singapour. Les deux premiers en particulier avaient des taux d'investissement très élevés. Mais même eux n'ont jamais atteint qu'un peu plus de 30 % du PIB. Nous parlons donc d'une énorme part du PIB

consacrée aux investissements dans de nouvelles usines et infrastructures. C'est la première explication de l'essor de la Chine : un taux d'investissement inhabituellement élevé sur une période de temps prolongée.

J'ajouterais cependant que pour bien comprendre ce facteur, il faut regarder ce qui s'est passé à l'époque de Mao Zedong. Au cours des trois premières décennies sous le régime du Parti communiste chinois (PCC), le taux d'investisse-



Au Loong-Yu

Au Loong-Yu a été longtemps un militant politique et un défenseur des droits des travailleurs à Hong Kong. Il est l'auteur de *La Chine, un capitalisme bureaucratique. Force et faiblesses* (Syllepse, 2013, 192 pages, 10 euros) et de *Hong Kong en révolte* (Syllepse, 2021, 244 pages, 20 euros), Il vit aujourd'hui en exil.

Il s'agit du deuxième entretien d'une série en deux parties, publiées par LINKS International Journal of Socialist Renewal. (Revue internationale pour le renouveau socialiste). La première portait sur la nature de l'État chinois, son statut dans le monde d'aujourd'hui et de ce que cela entraîne comme conséquences pour la paix et les activités de solidarité. Traduit pour ESSF par Pierre Vandevoorde avec l'aide de DeepL.

ment de la Chine était également très élevé : entre 1958 et 1980, le taux d'investissement atteignait presque 30 % chaque année (sans tenir compte de la période qui a suivi la famine du début des années 1960). À la mort de Mao en 1976, le pays était épuisé, mais la Chine avait jeté les bases de son économie moderne. Elle était dotée d'infrastructures et d'une industrie manufacturière plus diversifiées et plus susceptibles d'être autosuffisantes que la plupart des pays d'un niveau de développement similaire. Elle disposait également d'une main-d'œuvre au niveau



Le président Richard Nixon s'entretenant avec Deng Xiaoping et Jimmy Carter à la Maison Blanche en janvier 1979. © National Archives and Records Administration, domaine public.

“ *Tout pays sous-développé qui parvient à transformer un grand nombre de petits agriculteurs en ouvriers d'usine en si peu de temps connaît une forte croissance économique, en raison de l'écart important de productivité entre les deux secteurs. Il n'est toutefois pas facile d'y parvenir, car cela nécessite une quantité énorme de capitaux.* ”

d'alphabetisation relativement élevé. Sans ces éléments, l'essor ultérieur de la Chine aurait été impensable.

Mais pour maintenir des taux d'investissement encore plus élevés, il fallait davantage de capitaux, ce que la Chine ne pouvait pas trouver uniquement à partir de ses ressources nationales. C'est dans ce contexte que s'inscrit le compromis historique de Deng Xiaoping avec les États-Unis et la Grande-Bretagne, qui a permis à la Chine de commencer à attirer des capitaux étrangers et de s'intégrer dans le capitalisme mondial. Au début, le capital occidental hésitait à investir massivement, surtout après le massacre du 4 juin sur la place Tiananmen en 1989. C'est pourquoi, au cours de la première phase de « réforme et d'ouverture », les capitaux étrangers provenaient de Hong Kong et de Taïwan, deux anciennes colonies, l'une de la Grande-Bretagne, l'autre du Japon.

Cela nous amène au deuxième facteur, l'héritage colonial de la Chine, qui est important mais parfois négligé dans l'analyse de la montée en puissance de la Chine. Cette idée peut laisser le lecteur perplexe, car l'héritage colonial est généralement considéré comme un obstacle intrinsèque au développement des pays en voie de développement. Mais nous devons analyser cette question de manière concrète. À certains moments, pour certaines raisons, le contraire peut également se produire. C'est exactement ce qui s'est passé en Chine après le compromis historique de Deng avec l'empire américain et le remplacement de l'économie planifiée de Mao par une économie capitaliste.

Taïwan et Hong Kong ont permis le décollage de la Chine en apportant du capital industriel et de services (ce qui a permis de créer des emplois pour les travailleurs chinois migrants des zones rurales) et en formant la première génération d'entrepreneurs et de gestionnaires (lesquels étaient particulièrement rares dans la Chine de Mao). Hong Kong a joué un rôle important à d'autres égards. Pendant la guerre froide, Pékin a tiré un tiers de ses devises étrangères du commerce avec Hong Kong en dépit des restrictions sévères que lui imposait l'Occident. À partir de là, Hong

Kong a continué à jouer le rôle essentiel de plaque tournante financière pour la « grande Chine », en aidant les entreprises chinoises à lever d'énormes quantités de capitaux et en établissant les assises de leurs ambitions mondiales. Entre 2010 et 2018, Hong Kong a été le siège de deux tiers des introductions en bourse d'entreprises de Chine continentale. Aujourd'hui, plus de la moitié des investissements directs étrangers (IDE) entrants et sortants de la Chine passent par Hong Kong. En outre, Hong Kong fonctionne essentiellement comme une machine à imprimer du dollar américain pour la Chine, étant donné que le dollar de Hong Kong est arrimé au dollar américain. Macao a également joué son rôle, même s'il était plus symbolique. Lorsque Deng a accepté de laisser la ville-casino ouverte après sa rétrocession à la Chine, c'était sa façon de dire à l'Occident : « Si nous pouvons même permettre l'existence d'une immense ville-casino avec des centaines de maisons de jeu aux portes de la Chine, imaginez à quel point nous pouvons être accueillants à l'égard du capitalisme ».

L'importance de ces héritages coloniaux est mise en évidence par le fait que Deng voulait maintenir les « forces étrangères » à Hong Kong et Macao avec son engagement : « Un pays, deux systèmes » (d'où l'autonomie de Hong Kong), même après l'expiration des baux de ces territoires respectivement en 1997 et 1999. Deng a proposé un compromis similaire à Taïwan, qui l'a refusé. Quoi qu'il en soit, il est vrai que sans Hong Kong, Taïwan et Macao, nous n'aurions pas assisté à la montée en puissance de la Chine, du moins pas à la même échelle.

Le troisième facteur, c'est le parti-État, qui a été capable de combiner les deux autres facteurs et de permettre leur mise en place. Contrairement à ce qui s'est passé en Russie avec la chute de l'Union soviétique, lorsque Deng a réintroduit le capitalisme, il a conservé le parti-État existant. C'est ce qui a permis à son régime d'être beaucoup plus impitoyable et d'écraser toute contestation venant d'en bas. Les admirateurs de Pékin font l'éloge de la Chine en tant

qu'« État développementaliste » modèle, mais ignorent le prix que les Chinois ont payé pour parvenir à des taux d'investissement aussi élevés. Pour garantir un tel taux d'investissement, il faut compresser la consommation et les salaires. Cela signifie qu'il faut réprimer les travailleurs pour s'assurer qu'ils ne peuvent pas s'organiser ou se mettre en grève. Cela explique pourquoi, à l'époque de Mao, les salaires sont restés gelés, malgré un taux de croissance économique annuel moyen supérieur à 4 %.

C'est là que réside la continuité entre Mao et Deng. Deng n'a été que légèrement plus modéré au lendemain de la mort de Mao, mais lui et ses successeurs sont rapidement revenus à la politique de taux d'investissement extrêmement élevé de Mao. Malgré la rhétorique du PCC qui prétend « servir le peuple », depuis l'époque de Mao, le PCC a toujours donné la priorité à la réalisation d'une industrialisation vertigineuse – résumée dans le slogan de Mao *chaoyingganmei* (超英趕美, « dépasser la Grande-Bretagne et rattraper les États-Unis ») – au détriment du bien-être et du niveau de vie de la population. Lorsque les travailleurs sont mécontents, la machine de propagande du parti déploie simplement le slogan *xianshengchan houshenghuo* (先生產, 後生活, « la production d'abord, la consommation plus tard ») ou son équivalent militaire *ningyao yuanzi(dan) buyao kuzi* (寧要原子彈, 不要褲子, « la bombe atomique d'abord, le pantalon plus tard »).

Il y a bien sûr une justification logique à ce que les pays pauvres investissent des ressources dans les infrastructures et les moyens de production. Mais dans le cas du PCC, ces investissements ont été largement exagérés. Son taux d'investissement anormalement élevé relevait moins du socialisme et d'un programme de modernisation sensé que de la vanité et des rêves chimériques de ses principaux dirigeants. En cela, ils ont beaucoup en commun avec les empereurs volontaristes tels que Qin Shi Huang, le fondateur du premier État unifié de Chine en 221 avant J.-C., que Mao louait pour son audace impitoyable.

Il est important d'ajouter que, parallèlement à la propagande officielle sur le « rêve chinois », qui sert à justifier la poursuite impitoyable de la croissance économique par le PCC, la bureaucratie a toujours été animée par son propre rêve d'enrichissement personnel. Le résultat, c'est que la bureaucratie a accaparé le « rêve chinois » pour ses propres et viles ambitions. N'ayant

de comptes à rendre à personne, si ce n'est aux chefs du parti, les bureaucrates ont mis à profit toute sorte de programmes de modernisation pour piller les richesses de la nation par la corruption et les pots-de-vin ou en fondant des entreprises.

Ce n'est pas tout à fait nouveau. Mais alors que la bureaucratie de Mao ne pouvait s'approprier le surplus social que sous la forme d'une valeur d'usage, la bureaucratie post-Mao a combiné la coercition de l'État et le pouvoir de l'argent pour parvenir à son propre enrichissement sous la forme de valeurs d'échange. Par ce processus, la bureaucratie s'est consolidée en une nouvelle classe dirigeante qui s'approprie le surproduit – une classe qui considère sa propre reproduction perpétuelle comme sa priorité absolue. Pour s'en assurer, elle n'a cessé de perfectionner les mécanismes de coercition du parti-État afin d'extraire autant de surplus social que possible.

Je voudrais revenir sur la nature de cette bureaucratie, mais tout d'abord, vous avez fait référence au compromis historique que Deng a conclu avec les États-Unis. À cause de ce compromis, les États-Unis ont commencé à délocaliser leur production vers la Chine peu de temps après. Quel impact cela a-t-il eu sur le décollage de la Chine ? Et comment expliquer les tensions actuelles entre les États-Unis et la Chine, compte tenu du processus d'intégration économique qui s'est produit au cours des dernières décennies ?

Dix ans après que les entreprises de Hong Kong et de Taïwan ont commencé à investir et à délocaliser leur production en Chine, les capitaux occidentaux et japonais ont commencé à faire de même. À l'époque, en Grande-Bretagne, l'extrême droite a fait de timides campagnes réclamant des « emplois britanniques pour les travailleurs britanniques » afin de protester contre ces délocalisations. Un phénomène semblable s'est produit aux États-Unis. Mais l'idée que les travailleur-ses chinois-es ont pris les emplois des travailleur-ses américain-es ou britannique-s est une erreur fondamentale. Ce qui s'est réellement passé, c'est que les capitalistes occidentaux et japonais ont pris des emplois à leurs « concitoyen-nes » et, en

collusion avec le régime chinois, ont créé des emplois bien plus mauvais en Chine. Même si l'usine était la même et que le nombre de travailleur-ses était le même, lorsque la fabrication de produits bas de gamme a été délocalisée en Chine, les emplois n'étaient pas les mêmes. Non seulement parce que les salaires et les conditions de travail étaient nettement plus bas, mais aussi parce qu'en Chine, les libertés civiles fondamentales et le droit de s'organiser étaient refusés aux travailleur-ses, ce qui les rendait largement impuissants.

Il convient également de noter que ce processus de délocalisation s'est accompagné en Chine de la privatisation de nombreuses petites et moyennes entreprises d'État et du licenciement de plus de 30 millions de travailleur-ses. En ce sens, la montée en puissance de la Chine en tant qu'atelier du monde a été assurée par la réduction des effectifs de son secteur public et le recrutement d'une classe ouvrière entièrement nouvelle en provenance de la campagne, destinée à être exploitée dans de nouvelles usines financées par le capital étranger.

Au final, les capitalistes occidentaux et japonais ainsi que le régime chinois ont largement profité des délocalisations et de la surexploitation de 250 millions de travailleur-ses migrant-es (internes) ruraux chinois sans défense. Dans le même temps, la désindustrialisation en Occident et au Japon, la privatisation et les licenciements massifs en Chine ont abouti à une situation perdant-perdant pour les travailleurs d'un côté comme de l'autre. Telle était l'essence de l'accord conclu entre Deng et le président américain George W. Bush.

Néanmoins, il est important de comprendre que les effets de cet accord commençaient déjà à s'épuiser lors de l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2012. À

cette date, les deux parties sentaient que la lune de miel était terminée, d'autant plus que l'empire américain ne s'attendait pas à une émergence aussi rapide de la Chine. L'ascension de Xi et son projet des « nouvelles routes de la soie » peuvent à bien des égards être considérés comme une réponse au « pivot vers l'Asie » opéré en 2009 par Hillary Clinton, alors secrétaire d'État. Cette initiative a été immédiatement suivie par les guerres commerciales lancées par l'ancien président américain Donald Trump, qui soutenait que les États-Unis devaient imposer des droits de douane à la Chine parce qu'elle réalisait un excédent commercial alors que les États-Unis souffraient d'un énorme déficit de leur balance commerciale.

L'argument de Trump est toutefois trompeur, car il ne tient pas compte d'un élément important : une grande partie des exportations chinoises consiste simplement en des assemblages de composants, de matériaux et de technologies importés du monde entier. Cela signifie que seul un très faible pourcentage des bénéfices reste en Chine. Le prétexte invoqué pour justifier la guerre commerciale était donc fallacieux ; la véritable raison de la guerre commerciale était que les États-Unis, en tant qu'empire, ne peuvent en aucun cas permettre à une Chine en plein essor de menacer leur statut de puissance mondiale.

Mais il est également important de dire que la Chine a sa part de responsabilité dans la montée des tensions. Deng a toujours considéré que l'attitude de la Chine à l'égard des États-Unis devait être *Tāoguāngyǎnghuì, yǒu suǒ zuòwéi* (韬光养晦、有所作为), « faire profil bas et attendre notre heure » et de ne pas essayer de remettre en cause leur hégémonie mondiale, du moins pas à court ou à moyen terme. Xi, quant à lui, se basant sur l'appréciation exprimée par la formule *Dōngshēng xī jiàng* (东升西降, « l'Est s'élève, l'Ouest décline »), a décidé qu'il était temps de contester l'hégémonie des États-Unis. Son slogan en matière de politique étrangère est donc devenu *Gānyūdǒuzhèng* (敢於鬥

“La Chine va avoir plus de mal à poursuivre sa croissance comme elle l'a fait jusqu'à présent. Son taux de croissance annuel est passé de 10 à 5 %.”

Un slogan politique sur le mur du district de Longhua : « Tenir haut la grande bannière du socialisme aux caractéristiques chinoises pour l'ère Xi Jinping. Nous devons appliquer pleinement l'esprit du 19^e Congrès national du PCC. » © Huangdan2060 – CC0



爭, «oser lutter»). Le premier pas de Xi dans cette direction a été sa décision de militariser la mer de Chine méridionale en 2015. À partir de ce moment-là, les actions de la Chine ne pouvaient plus être définies comme défensives. En militarisant la mer de Chine méridionale, la Chine ne combattait pas l'empire américain; elle retirait avant tout les droits économiques des pays environnants sur leurs zones côtières. Il est donc nécessaire de s'opposer à de tels agissements.

Comment ce tournant opéré par Xi a-t-il influé sur la montée en puissance de la Chine ?

L'analyse de Xi l'a conduit non seulement à s'opposer frontalement aux États-Unis, mais aussi à écraser Hong Kong. Bien sûr, du point de vue de l'autocratie, le fait que les habitants de Hong Kong osent braver la loi de Pékin sur l'extradition était intolérable et devait être puni. Le problème est que, du point de vue de l'intérêt collectif du régime, Xi est allé trop loin. Il ne s'est pas contenté d'éliminer l'opposition, il a également détruit les institutions mêmes qui font de Hong Kong la plaque tournante financière de la Chine. En supprimant l'autonomie de Hong Kong, Xi tue la poule aux œufs d'or de Pékin.

Il se passe quelque chose de similaire en ce qui concerne Taïwan. La vérité est que le PCC a réussi à intégrer économiquement Taïwan dans son orbite. Si Taïwan devait mettre un terme à ses relations

économiques avec la Chine, son économie subirait un coup très dur, voire s'effondrerait complètement. En outre, la tactique du PCC consistant à attirer le KMT (Kuomintang) dans son camp a fonctionné. Mais son orientation belliqueuse à l'égard de Taïwan est de plus en plus contre-productive.

Auparavant, l'Occident concentrait son attention sur le rôle stratégique de Taïwan dans la géopolitique de l'Asie de l'Est. Mais avec les progrès de l'IA, les pays développés sont désormais également préoccupés par le fait que la Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC) produit la moitié

des puces au niveau mondial et environ 90 % des puces les plus sophistiquées. Il s'agit là de la monnaie d'échange dont dispose Taïwan. Contrairement à Hong Kong, Taïwan a beaucoup plus de poids pour repousser l'agression de Pékin, car si Pékin s'empare de Taïwan par la force, cela pourrait contrarier de nombreux pays. Là encore, l'épreuve de force prématurée de Xi avec les États-Unis n'a fait qu'aggraver la position de la Chine, car la réponse de Washington a été de fermer à la Chine l'importation de produits haut de gamme, en particulier de technologies de pointe. Tout cela vient confirmer que nous sommes au début de la fin du compromis historique entre Deng et les États-Unis et la Grande-Bretagne.

La Chine va avoir plus de mal à poursuivre sa croissance comme elle l'a fait jusqu'à présent. Son taux de croissance annuel est passé de 10 à 5 %. De plus, l'économie chinoise traverse une crise à la fois cyclique et structurelle. Auparavant, la Chine pouvait se contenter de consacrer des sommes considérables à l'achat d'entreprises étrangères de haute technologie ou à l'embauche d'ingénieurs de haut niveau du monde entier afin de rattraper l'Occident.

Cette option est de moins en moins réalisable. En lieu et place, elle a eu recours à la production de produits haut de gamme dans des conditions où ils ne sont pas rentables, grâce à des subventions de l'État et à la surexploitation des travailleurs et de l'environnement.

Mais cette option se heurte elle aussi à d'importants obstacles étant donné que non seulement les mesures prises par Washington, mais aussi le ralentissement économique de la Chine, font qu'il est plus difficile d'investir autant d'argent qu'auparavant. J'ajouterais également que l'innovation est incompatible avec l'autocratie chinoise et sa société orwellienne.

Dans tout cela, il est important de rappeler que ni l'empire américain ni la Chine ne sont des « bons flics ». L'empire américain est en déclin constant, mais la montée en puissance de la Chine n'a pas atteint le point où Pékin peut imposer sa

volonté à l'Occident. Pourtant, au lieu de suivre les conseils de Deng, Xi a cherché à frapper fort, se créant ainsi des ennemis. Le règne de Xi n'a pas seulement été un désastre pour le peuple chinois, il est même devenu un boulet pour le régime. Xi doit donc assumer sa part de responsabilité dans les immenses difficultés auxquelles la Chine est confrontée à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Cela nous ramène à la question de la bureaucratie du parti-État. Compte tenu de ce que vous avez dit sur le comportement de Xi à la tête du pays, pourquoi la bureaucratie ne fait-elle rien pour démettre Xi de ses fonctions ? Plus généralement, qu'est-ce que tout cela nous apprend sur la nature de la bureaucratie ?

Tout d'abord, il est important de dire que nous ne pouvons pas tout mettre sur le dos de Xi. Selon certaines rumeurs, Xi, en réponse aux critiques au sein du parti, reproche à ses prédécesseurs d'avoir laissé l'économie chinoise dans un état lamentable. Dans un certain sens, c'est vrai. Après avoir fait un exemple en écrasant la contestation populaire par le massacre du 4 juin 1989, de nombreux bureaucrates ont estimé qu'ils pouvaient piller les richesses du pays sans retenue.

La crise financière mondiale de 2007-2008 a offert aux autorités locales une occasion en or de s'enrichir en détournant les fonds du plan de sauvetage du gouvernement central en les canalisant vers des mégaprojets et des opérations immobilières, tout en en empochant pour elles-mêmes des portions d'un montant inconnu. Cela a créé les conditions de la bulle immobilière et de son éclatement, dont Xi doit aujourd'hui gérer les conséquences.

Toutes ces élites dirigeantes sont complices de la crise que connaît la Chine aujourd'hui. Elles savent aussi que permettre à Xi de rester au pouvoir fait plus de mal que de bien au pays et au régime. Dans le même temps, elles ont une peur bleue de ce qui pourrait se passer si elles complotaient contre Xi : et si cela déclenchait un mouvement de masse venu d'en bas ?

Pour bien comprendre ce qui se passe, il est utile de mieux cerner la nature de la bureaucratie chinoise. Le régime chinois est porteur d'une grande partie de la culture politique prémoderne, comme le culte du sang bleu et les « droits » héréditaires de la « deuxième ou troisième génération

Économie chinoise

rouge», ainsi que les mécanismes de loyauté personnelle qui imprègnent l'ensemble de la bureaucratie. Cela signifie que, contrairement au modèle idéal wébérien qui veut que la caractéristique de la bureaucratie soit son caractère impersonnel, la variante chinoise est très personnelle.

Cela met en branle un deuxième mécanisme, la sélection négative des fonctionnaires : ce sont les personnes les pires qui ont le plus de chances d'être promues, tandis que celles qui disent la vérité ou qui ont plus de mérite, d'indépendance d'esprit et de talents tendent à être mises à l'écart. En fin de compte, on se retrouve avec des bureaucrates de premier plan dont la tâche la plus importante est d'apaiser l'empereur et de travailler à la réalisation de ses rêves les plus fous, tandis qu'en coulisse, ils fomentent leurs propres intrigues à des fins personnelles.

C'est pourquoi l'innovation était incompatible avec l'autocratie chinoise. Cela n'empêche pas totalement la Chine de progresser dans le domaine de l'innovation, mais cela l'empêche de réaliser la plus grande partie de son potentiel. Les conséquences sur la communauté scientifique et technologique, par exemple, ne sont pas encore claires. Mais si l'on considère la politique zéro-covid de Xi, on peut avoir un aperçu du peu d'influence que les spécialistes médicaux, par exemple, ont sur l'élaboration de la politique de l'État. Sans parler du fait que

chaque avancée technologique a un coût toujours plus élevé, puisqu'elle implique une terrible corruption.

En résumé, le régime entre dans une période de grandes difficultés dans laquelle il n'a pas encore compris qu'il n'est pas la réponse aux problèmes, mais qu'il en est en grande partie responsable. Cela ne signifie pas qu'il s'effondrera facilement de lui-même. Mais cela signifie que toute mesure qu'il prendra dans la course technologique, économique et à l'armement actuellement engagée avec les États-Unis entraînera d'immenses souffrances pour la population.

Qu'est-ce que l'éclatement de la bulle immobilière et la crise de la dette en Chine nous apprennent sur l'état de l'économie chinoise ?

Si l'on examine le ratio dette/PIB de la Chine – qui correspond à la dette totale, y compris la dette du gouvernement et des ménages privés –, on constate qu'il était d'environ 87 % au début des années 1990, mais qu'il est passé à 211 % en 2010, soit une augmentation de plus de 100 % en 20 ans. Des chiffres datant de la fin de l'année 2023 le rapprochent de 300 %, ce qui signifie que le niveau d'endettement de la Chine est le triple de son PIB. Alors que certaines économies occidentales avancées et le Japon ont un ratio dette/PIB similaire,

la Chine est le seul de la tranche supérieure des pays à revenu intermédiaire à avoir une dette aussi élevée. Le ratio moyen dette/PIB des pays en développement à revenu intermédiaire est d'environ 124 %. Cela signifie que le taux d'investissement élevé de la Chine a été partiellement financé par une montagne de dettes. Le marché immobilier en est un exemple typique.

À mon avis, l'éclatement de cette bulle immobilière marque un tournant dans la montée en puissance de la Chine. La raison en est que les trois facteurs que j'ai mentionnés précédemment comme ayant contribué à l'essor de la Chine ont désormais tous épuisé leur potentiel. Prenons l'héritage colonial de la Chine : ce facteur a toujours été étayé par le compromis historique entre la Chine et les États-Unis ou la Grande-Bretagne. Mais l'anéantissement par Xi de l'autonomie de Hong Kong et la décision d'aller de l'avant dans l'épreuve de force avec les États-Unis ont non seulement privé la Chine d'un centre financier dynamique – dont elle a cruellement besoin en cette période de ralentissement économique – mais l'ont aussi rendue vulnérable face à l'hostilité des États-Unis.

Il en va de même pour le taux d'investissement élevé de la Chine. Ce facteur a toujours dépendu d'un taux de croissance élevé, qui était auparavant alimenté par la conversion d'un grand nombre de petits agriculteurs en ouvriers d'usine. Mais le programme d'urbanisation rapide du

À l'origine un ensemble de villages de pêcheurs, Shenzhen est rapidement devenue l'une des plus grandes villes de Chine.
© Simbaxu – CC BY-SA 4.0

“ La Chine se retrouve confrontée à une situation de surproduction et de surcapacité permanente, tandis que son marché intérieur se rétrécit relativement, car la population est trop pauvre pour acheter ce qui est produit. ”



régime a entraîné l'assèchement de ce réservoir de main-d'œuvre rurale : alors que 76 % de la population vivait dans des zones rurales il y a 40 ans, ce pourcentage n'est plus que de 35 % aujourd'hui, et ce sont principalement des femmes, des enfants et des personnes âgées. Ironie du sort, le taux d'investissement très élevé pratiqué par le régime a mis fin à l'avantage initial qu'il tirait de l'immense population rurale de la Chine. Ce problème a été aggravé par la politique de l'enfant unique, qui a elle-même stimulé le taux de croissance élevé de la Chine en permettant d'économiser les coûts financiers engendrés par l'éducation d'un grand nombre d'enfants, même si cela s'est fait aux dépens des générations suivantes.

La tendance accélérée au vieillissement de la population et la pénurie de travailleurs jeunes qui en a résulté ont contribué à faire baisser le taux de croissance de la Chine.

En outre, le taux d'investissement élevé antérieur n'a été possible qu'au détriment de la consommation des ménages et grâce à la faiblesse des salaires. Le niveau de consommation des ménages chinois a considérablement baissé depuis le début des années 1990, passant d'environ 50 % du PIB au début des années 1990 à un point bas de 34-35 % en 2014. Il a légèrement augmenté depuis, mais n'a pas atteint 40 %. En conséquence, la Chine se retrouve confrontée à une situation de surproduction et de surcapacité permanente, tandis que son marché intérieur se rétrécit relativement, car la population est trop pauvre pour acheter ce qui est produit.

Dans la pratique, la réponse du gouvernement chinois a été la suivante : « Nous n'avons pas besoin de faire quoi que ce soit à ce sujet, nous n'avons qu'à exporter notre production et nos capitaux excédentaires ». C'est l'une des raisons pour lesquelles la Chine est devenue l'un des principaux exportateurs de marchandises et, depuis le début du siècle, l'un des principaux exportateurs de capitaux. C'est également la raison pour laquelle les « routes de la soie » ne sont pas seulement un projet géopolitique, mais aussi un débouché pour ces surcapacités. La Chine a pour ainsi dire cherché à exporter son problème.

Mais cela ne peut pas durer éternellement pour la simple raison qu'une nouvelle guerre commerciale se profile à l'horizon. Les pays européens se plaignent que les voitures électriques chinoises sont trop bon marché en raison des subventions de l'État

chinois et le gouvernement américain a déjà déclaré : « Si vous subventionnez vos voitures, nous subventionnerons également les nôtres ». Nous assistons donc à un deuxième round de la guerre commerciale. Celui-ci est toutefois différent du premier. Je n'ai aucune sympathie pour le gouvernement chinois : comment peut-on continuer à consacrer plus de 40 % du PIB à l'investissement alors que 600 millions de Chinois-es sont contraints de vivre avec un revenu mensuel de 1 000 renminbis (nom officiel du yuan ; environ 140 dollars, NDLR) ? C'est de l'exploitation à outrance et c'est tout le contraire du socialisme.

Le socialisme n'est pas productiviste ; son objectif ultime n'a jamais été d'accroître indéfiniment les forces productives. C'est l'état d'esprit capitaliste, pas l'état d'esprit socialiste. En maintenant un niveau d'investissement aussi élevé, le gouvernement chinois nuit au peuple chinois, à l'environnement et au monde. Cela ne veut pas dire que les mesures de rétorsion prises par les gouvernements américain et européen sont justifiées. La nouvelle guerre commerciale est le produit du capitalisme toxique et du productivisme qu'ils mettent en œuvre. Mais la Chine a également joué son rôle en se faisant le champion du capitalisme et du productivisme toxiques.

Il est vrai que l'un des atouts de la Chine est qu'une grande partie de cette dette n'est pas une dette étrangère. Le gouvernement chinois est très sensible à l'idée que des puissances étrangères puissent exercer une influence en Chine, y compris par le biais de la dette. C'est pourquoi le gouvernement chinois a toujours préféré emprunter beaucoup auprès du peuple. C'est plus sûr pour le régime, car il sait qu'il peut toujours reporter le fardeau sur le peuple chinois sous diverses formes. Par exemple, lorsque la guerre commerciale a commencé en 2016, la Chine a soutenu qu'elle n'avait pas peur d'une guerre commerciale. Un représentant de l'État est même allé jusqu'à dire que les Chinois-es étaient prêts à manger de l'herbe pendant une année entière si nécessaire, pour indiquer le degré de souffrances que les Chinois-es étaient prêts à endurer.

Cela nous amène au troisième facteur, le parti-État. Il a été le principal acteur qui a fait converger les deux autres facteurs pour

permettre à la Chine de se moderniser à un rythme effréné, qui est devenu de plus en plus insupportable pour la société, la population et l'environnement. Aujourd'hui, les deux logiques internes du parti-État – un appétit sans limite pour la corruption et un appétit sans limite pour le perfectionnement de la coercition d'État – ont créé un monstre dans lequel les deux logiques s'alimentent l'une l'autre. Plus la coercition étatique sera « parfaite », plus la bureaucratie sera libérée de toute obligation de rendre compte de ses actes. Cela crée davantage d'incitations à s'enrichir par la corruption, ce qui nécessite à son tour davantage de

coercition de la part de l'État pour protéger la bureaucratie. Mais tout a une limite.

La crise du marché de l'immobilier illustre les limites de la première logique. Étant donné que les terrains en zone urbaine appartiennent à l'État et sont gérés par les autorités locales, ce marché a été dominé dès le départ par les autorités locales, leurs « véhicules financiers » (LGFV) et leurs copains banquiers et promoteurs. Ce sont eux qui ont été à l'origine de l'accumulation de milliards de dollars de dettes. Ils ont créé une méga-bulle dans laquelle tant de nouveaux appartements ont été construits depuis 2009 qu'ils permettraient de loger 250 millions de personnes, alors que le taux d'occupation des logements s'élève actuellement à 25 %.

D'un autre côté, l'émergence du « mouvement des feuilles blanches » en réponse à la politique zéro-covid du gouvernement est un exemple des limites de la seconde logique. Celle-ci n'a jamais été un « lockdown », un confinement en règle pour éviter la propagation du virus. C'était ce que j'ai appelé un « lock up », un enfermement, car pendant trois ans, les gens ont été enfermés dans leurs quartiers ou leurs maisons pour un simple cas de Covid, sans se préoccuper de savoir s'ils avaient la nourriture ou les médicaments dont ils avaient besoin. Et pourquoi ? À cause de l'idée naïve qu'il était possible d'atteindre le niveau zéro de Covid. Dans le même temps, le régime ne s'est même pas préoccupé d'importer des quantités suffisantes de vaccins occidentaux, plus efficaces. Cette politique a cependant donné au régime une occasion en or de parfaire son contrôle sur la population. Cette apparente folie avait une autre

« Toute mesure que le régime prendra dans la course technologique, économique et à l'armement entraînera d'immenses souffrances pour la population. »

raison d'être : elle était très rentable pour les fonctionnaires municipaux et leurs acolytes, qu'il s'agisse des distributeurs de produits alimentaires ou des sociétés chargées d'effectuer les tests Covid.

La vérité dérangement pour le régime, cependant, est qu'il y a une limite à la douleur que les Chinois-es sont prêts à endurer avant de se rebeller. Et ce régime est devenu de plus en plus insupportable, comme nous l'avons vu avec le mouvement des feuilles blanches.

Pourrais-tu nous parler un peu de l'importance du mouvement des feuilles blanches ?

Le mouvement des feuilles blanches a démarré comme une réponse directe à l'enfermement zéro-covid, mais il est devenu un moment historiquement important parce qu'il a remporté une victoire et que, dans une certaine mesure, le régime a essuyé une défaite.

Lorsque l'on parle de ce mouvement, il est important de reconnaître le rôle joué par Peng Zaizhou qui, en pleine pandémie et en plein confinement, a manifesté seul sur le pont Sitong à Pékin dans la matinée du 13 octobre, trois jours seulement avant le 20^e congrès du PCC. Pour ce faire, il a accroché deux banderoles sur le pont, dont l'une était libellée comme suit : « *Nous voulons de la nourriture, pas des tests PCR. Nous voulons la liberté, pas l'enfermement. Nous voulons du respect, pas des mensonges... Nous voulons être des citoyens, pas des esclaves* ». Si, à l'époque, personne n'a répondu à son appel, l'incendie de l'immeuble d'Urumqi, le 24 novembre, a donné le coup d'envoi à une vague de manifestations dans plus de 20 villes contre la politique d'enfermement zéro-covid du PCC. La colère des manifestant-es était largement motivée par le fait que les dix morts de l'incendie étaient le produit direct de la politique d'enfermement du régime, qui a fait qu'aucun camion de pompiers n'était suffisamment près pour sauver les victimes.

À partir de là, les manifestations ont rapidement fait écho aux revendications de Peng et ont finalement contraint le gouvernement à revenir sur sa politique

de « zéro-covid. Bien sûr, d'aucuns pourraient contester ce point de vue, et dire : « *oui, mais l'expert auprès du gouvernement conseillait déjà de mettre un terme à la politique de zéro-covid* » : « Eh bien, le spécialiste du gouvernement conseillait déjà d'arrêter cette politique parce qu'elle ne marchait pas et qu'elle était devenue impossible à mettre en œuvre. » il faut supprimer l'une des 2 phrases

“ *Ils ont créé une méga-bulle dans laquelle tant de nouveaux appartements ont été construits depuis 2009 qu'ils permettraient de loger 250 millions de personnes, alors que le taux d'inoccupation des logements s'élève actuellement à 25 %.* ”

C'est peut-être vrai. Mais tout ce qui se passe en Chine est le résultat de décisions politiques, et non de décisions de spécialistes ; ce sont les hauts dirigeants, le bureau politique, qui sont responsables de la décision définitive. Cela nous amène à poser une question légitime : pourquoi ce changement brutal de

politique ? Nous ne disposons pas de suffisamment d'informations pour déterminer quel a été le facteur décisif : les voix dissidentes au sein de la direction du parti, les recommandations des spécialistes ou les manifestations de masse. Mais ces voix dissidentes et les recommandations des spécialistes ne doivent pas être mises en opposition avec la part prise par les manifestations de masse. Quiconque tente de minimiser ou de négliger le mouvement est dans l'erreur.

Cette victoire a été importante parce que le peuple chinois a été opprimé au point de s'être vu pratiquement privé de son droit à l'estime de soi. Nombreux sont ceux qui se qualifient, avec autodérision, de « poireaux » (*jiucaai*, 韭菜), c'est-à-dire de légumes dont la récolte est continuellement sollicitée par le régime du PCC. D'autres utilisent le terme « huminéraux » (*renkuang*, 人礦), des minéraux humains qui sont exploités par le PCC. Cela nous donne un aperçu du profond pessimisme qui règne au sein de la population et du sentiment que l'on ne peut rien faire contre la répression et l'exploitation. Bien sûr, tout le monde ne pense pas la même chose. Il y a eu des mouvements de résistance – des grèves ont été évoquées sur les réseaux sociaux, par exemple – mais ils ont été très fragmentés, très partiels et rarement politiques.

L'importance du mouvement des feuilles blanches réside dans le fait que, même si nous ne pouvons pas dire qu'il reflète un changement complet de la mentalité du peuple, qui serait passé de l'acceptation du statu quo à une résistance courageuse, il a réveillé les jeunes. Il a non seulement incité les citoyens ordinaires à protester contre l'enfermement et les travailleurs à protester contre le fait d'être contraints de travailler, dormir et manger au même endroit, mais il leur a aussi permis de conquérir leur propre liberté, même si ce n'est que temporairement. Cela a ouvert les yeux de beaucoup, en particulier parmi les jeunes.

L'une des terribles séquelles de la répression de l'après-1989 a été la dépolitisation. Pendant 30 ans, les jeunes n'ont pas osé parler de politique. Ils se concentraient simplement sur leurs études et leur carrière professionnelle. Mais avec le mouvement des feuilles blanches, ce sont de jeunes étudiant-es qui ont pris la tête du mouvement de protestation et qui sont devenu-es plus direct-es et plus tranchant-es dans leurs attaques contre le régime. Ils ont commencé à se rencontrer sur internet et lors de manifestations et ont commencé à dire : « Nous devrions nous reprocher d'être restés silencieux lors du soulèvement et de la répression à Hong Kong, ainsi que lors de la répression contre les Ouïghours. Nous ne devrions pas laisser le gouvernement nous diviser et nous soumettre ». C'est très important.

Bien sûr, nous devons être prudents quant à l'ampleur de ce réveil – il est très inégal et, en fait, le mouvement s'est essouffé depuis la fin de la politique du zéro-covid. Alors qu'à l'époque des milliers d'étudiant-es chinois-es d'outre-mer manifestaient à New York, Londres, etc., leur nombre s'est réduit assez rapidement, les militant-es encore présent-es ne formant plus que des cercles très restreints. Cela n'est pas surprenant compte tenu de la dureté de la répression et de l'impréparation de ces jeunes. Mais le fait que des discussions aient eu lieu sur les réseaux sociaux tels que Twitter, Instagram, Telegram et autres, entre des étudiant-es chinois-es d'outre-mer et des milliers de Chinois-es continentaux, qui ont pu échanger et partager toutes ces idées et opinions politiques, constitue un progrès significatif par rapport aux trente dernières années de dépolitisation, même s'il reste encore un long chemin à parcourir.

Comment tout cela percute-t-il la question de l'essor de la Chine ? Nous

constatons que la modernisation et l'industrialisation rapides de la Chine ont également transformé les structures de classe et les cultures du pays. Aujourd'hui, les travailleur-ses, en partie à cause de leur concentration dans les villes et en partie grâce à leurs propres luttes spontanées – ainsi qu'au travail réalisé par les ONG de défense des travailleurs au cours de l'étape précédente – ne se laissent plus facilement bernier par leurs employeurs. Quant à la classe moyenne urbaine, si tant est qu'il existe une possibilité qu'elle prenne la tête du mouvement démocratique, cela ne s'est jamais concrétisé. Mais elle a progressivement fait siennes des idées très rudimentaires sur la notion de responsabilité, sur les droits humains, etc.

Alors que le programme de modernisation du PCC n'a pas encore engendré les forces susceptibles d'ébranler le régime de manière substantielle, il a suscité une impatience croissante à l'égard du parti lui-même. Il devient de plus en plus difficile pour le PCC de maintenir son projet de modernisation à tout prix. Même si les Chinois-es n'ont pas encore obtenu de droits démocratiques, le mouvement des feuilles blanches a montré que leur mentalité évolue et que leur conscience politique s'accroît – très lentement, à partir d'un point de départ très bas et de manière très déséquilibrée, mais elle progresse néanmoins.

Personne ne peut dire ce qui se produira ensuite. On ne peut pas faire des projections sur une sorte de progrès linéaire lorsque nous parlons de l'avenir de la Chine. Le PCC est parfaitement conscient de ce qui se passe et réfléchit aux moyens de retourner la situation. L'une des cartes qu'il pourrait jouer consiste à détourner l'attention de la population des problèmes intérieurs pour la diriger vers des ennemis extérieurs – réels ou imaginaires. C'est pourquoi le gouvernement chinois adopte de plus en plus une attitude guerrière dans sa diplomatie. Le PCC pense pouvoir résoudre ses problèmes intérieurs par une guerre avec un pays étranger, plus particulièrement sur la question de Taïwan, ou par une forte escalade des tensions existantes.

Il est difficile de deviner ce que le régime fera ensuite. Quoi qu'il en soit, nous entrons de toute évidence dans une nouvelle période et nous devons nous y préparer. ■

Le 19 juillet 2024

Souscription pour le congrès de la IV^e Internationale

L'Internationale organise son congrès mondial au mois de février. Ce sera l'occasion pour environ 200 délégué-es, venu-es du monde entier, de se rencontrer pour échanger. Nous constatons que le monde est particulièrement compliqué à appréhender actuellement, avec la crise multiple que connaît le capitalisme, qui combine crises économique, sociale, politique, écologique, montrée de l'extrême droite, etc. Comparer les situations dans les différents pays, comme nous le faisons par des échanges des textes, des débats dans tous les pays avant de nous retrouver pour le congrès, est extrêmement utile pour mieux analyser et agir.

Mais organiser un congrès coûte beaucoup d'argent, puisqu'il faut louer la salle, nourrir les délégué-es, aider certain-es camarades à payer leurs billets de transports, qui sont devenus beaucoup plus chers depuis l'apparition du covid.

Si vous pouvez contribuer financièrement, n'hésitez pas à nous contacter !

Et bien sûr, participez aux débats dans votre pays !



Séminaire consacré à Livio Maitan et Ernest Mandel. © Inprecor

Séminaire LGBTIQ de la IV^e Internationale

L'Institut de recherche et de formation (IIRF) a accueilli un séminaire international LGBTIQ début juillet avec des participant-es d'Indonésie, des Philippines, de Porto Rico, du Mexique, du Brésil, du Liban, du Canada, de Belgique, de Grande-Bretagne, du Danemark, du Portugal et d'Espagne. Un participant du Sri Lanka n'a pas pu se joindre au séminaire pour des raisons de visa.

Le programme, intense, s'est articulé autour de trois grands thèmes : « Le VIH, le Covid, la variole du singe et les politiques de reproduction sociale », « La critique du genre, les idéologies fondamentalistes et de droite » et « La normalité gay contre la solidarité queer, une perspective internationale ». Le programme prévoyait également des réunions de femmes et de personnes du Sud.

Le premier thème a donné lieu à certaines des discussions les plus franches et les plus décisives sur le sexe – plutôt que sur la sexualité, plus neutre – qui ont eu lieu lors de séminaires similaires au fil des ans. La deuxième session était une exploration de l'identité de nos adversaires, des raisons pour lesquelles les personnes transgenres sont devenues une telle cible et de la responsabilité des personnes LGB de faire preuve de solidarité. Le troisième sujet s'est concentré sur les points positifs et les défis du mouvement international de solidarité avec la Palestine, y compris l'éducation autour de l'utilisation de la technique du « pinkwashing » par l'État israélien et les questions de démocratie au sein des mouvements sociaux.

L'évaluation finale a porté sur le contenu pratique et politique des journées, mais elle a aussi abordé les questions qui devraient être abordées lors du prochain séminaire dans deux ans. L'événement a également permis à l'Institut de lancer la troisième édition de l'ouvrage de référence de Gary Kinsman, *The Regulation of Desire* (La régulation du désir).

Face à la droitisation politique et la démobilité sociale

Fin août s'est tenue la 14^e édition de l'Université d'été d'Anticapitalistas, section de la IV^e Internationale de l'État espagnol, sur le thème « Un nouvel internationalisme contre la guerre et la barbarie climatique ». Avec un peu plus de 750 participant-es, elle a connu cette année une augmentation significative de la participation des jeunes, résultat du travail d'implantation dans le mouvement étudiant, du rôle moteur joué dans la solidarité avec la Palestine et dans l'intervention autour de la question queer.



Par
Manuel Garí*

Dans un contexte de recul du mouvement ouvrier – l'année 2023 a enregistré le plus petit nombre de jours de grève depuis plus de 40 ans dans l'État espagnol – qui clôt la séquence politique ouverte par le mouvement des indignés du 15M (1) et par l'émergence de nouvelles forces électorales à gauche, notre « Uni » est un espace incontournable de réflexion et d'action pour jeter les bases d'une gauche anticapitaliste influente dans le mouvement social.

Il est intéressant de constater la présence de militant-es des organisations les plus dynamiques sur les problèmes du logement ou de la santé, et d'animateurs de luttes dans la métallurgie, mais aussi de femmes travaillant dans l'hôtellerie ou dans ce qu'on appelle les services à domicile. Il faut souligner aussi la présence de camarades féministes et écologistes reconnus dans leurs organisations.

Un événement qui dépasse notre courant

Chaque année, cette initiative politique, centrale pour notre propre organisation, est aussi un rendez-vous annuel important pour les secteurs à la gauche de la gauche sociale-libérale de gouvernement. Après le déclin d'autres rassemblements organisés dans le passé par le Parti communiste ou Izquierda Unida, et l'échec d'autres expériences impulsées par Podemos, cet événement innovant dans l'État espagnol est en passe de devenir la référence idéologique, intellectuelle et politique des nouvelles générations militantes.

Plus de 60 intervenant-es – à parité de genres quasi parfaite – ont animé des ateliers sur l'actualité politique, la formation ou la culture. Figuraient entre autres au programme, parmi les sujets qui ont pu être développés : la Palestine, le syndica-

lisme et l'écologie, les sciences et technologies, le féminisme, les mouvements paysans, l'actualité de Lénine, des retours sur Marx, la crise de l'impérialisme, la guerre et la relance de la course aux armements, la poussée mondiale de l'extrême droite et une longue liste de questions sur lesquelles sont intervenus des invité-es de différents pays tel-les Jess Spear, Josep Daher, Francesco Locantore, Paul Murphy, Susan Watkins ou Aaron Benanav.

Comme l'a résumé une jeune camarade : « Notre université se nourrit de tout le bagage intellectuel, politique et pratique du marxisme révolutionnaire : ses idées, ses formes d'organisation, ses luttes aux quatre coins de la planète. Un marxisme chaleureux et ouvert, qui doit servir non pas à une quelconque "contemplation sacrée" mais à construire un projet écosocialiste et féministe pour la classe ouvrière pour les prochaines décennies ». ■

Le 14 septembre 2024

Manuel Garí Ramos

Manuel Garí Ramos est économiste. Directeur de la chaire Travail, environnement et santé à l'UPM, il a fondé et dirigé l'Institut syndical du travail, de l'environnement et de la santé des CCOO (ISTAS). Il a dirigé le magazine Daphnia sur la production propre. Il est membre de la direction de la IV^e Internationale et d'Anticapitalistas. Traduit par Julio Guillén



1) Mouvement de contestation apparu après la manifestation du 15 mai 2011, qui a consisté notamment à occuper les places des principales villes de l'État espagnol, de façon semblable à Nuit Debout en France en 2016.